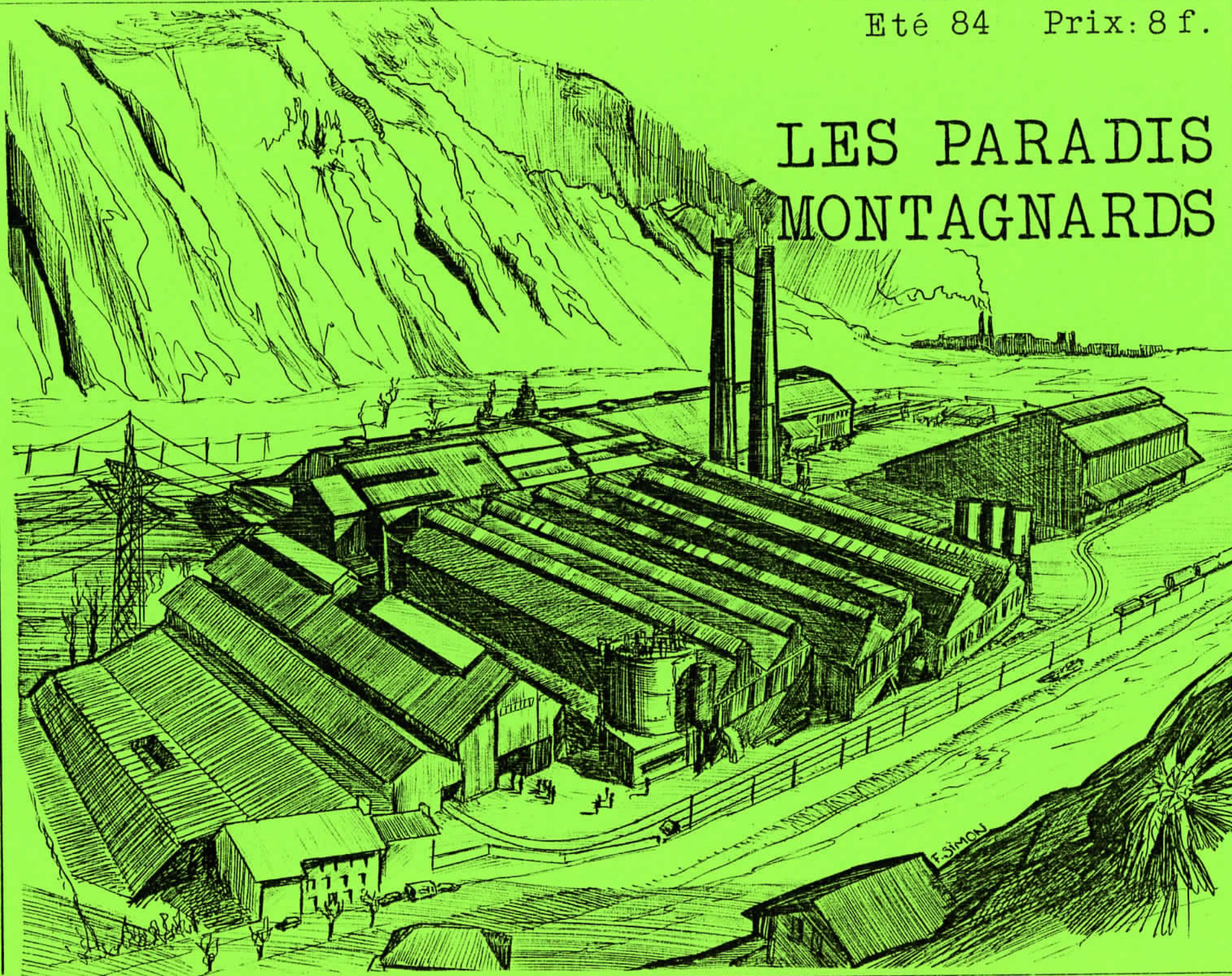


TRANS HUMANCES 19

Eté 84 Prix: 8 f.

LES PARADIS MONTAGNARDS



Editorial

La décentralisation? Soit. Mais l'imagination reste en berne. Les administrations imperturbables en dépit des changements politiques récitent le credo du tourisme. Les élus nouvellement responsabilisés voient devant leur porte se construire la gare du téléporteur du progrès.

On ne veut pas voir la réalité économique des stations de sports d'hiver. Sans doute parce qu'on n'a jamais voulu calculer le coût réel d'un emploi touristique (saisonnier de surcroît). Aidons l'industrie comme on assiste le tourisme c'est-à-dire en la subventionnant à tous les niveaux pour qu'elle s'installe en montagne, en lui payant ses infrastructures, ses routes, ses projets d'installation, en facilitant ses financements, puisque c'est ce qui se fait depuis des années pour le tourisme.

La montagne n'a que faire d'emplois de manoeuvres comme ceux que le tourisme lui propose, mais réclame des emplois qui forment ceux qui les exercent et l'aideront à sortir de la médiocrité "stationnaire".

En attendant, on semble reporté dans les années 60, lorsque la station représentait le type même du projet politico-économique et clientéliste. La décentralisation si elle court-circuite quelques fonctionnaires encroûtés risque bien de provoquer parmi les élus de base des fantasmes orgiaques de tourisme et de pouvoir. "Créons notre propre station avant d'être absorbés par la station voisine" clament-ils d'une seule voix. La course aux armements a commencé. □

LES MATERIAUX DU PROGRES

"Péchiney modernise ses usines, rationalise sa production, développe ses activités de transformations". Cela en s'appuyant notamment sur "une politique sociale responsable". C'est Péchiney qui vante ses mérites, à pleines pages, dans les quotidiens nationaux. Cela s'appelle de la publicité.

Cela signifie 750 emplois supprimés (dont 500 par préretraite) dans l'électrometallurgie. Cela signifie 855 emplois supprimés dans l'aluminium à La Saussaz, La Praz (Savoie), Sabarat (Ariège) et L'Argentière. A L'Argentière le plan prévoit la suppression de 375 emplois et la fermeture de l'usine. Cela fait beaucoup plus si l'on prend en compte les entreprises qui travaillent en sous-traitance ainsi que les commerces. Nationalisée ou pas, Péchiney est responsable devant les hommes, la région et l'Histoire.

C'est l'énergie et l'énergie seulement qui décida l'ancêtre de Péchiney, la société Alais, Froges et Camargue à s'installer à L'Argentière, cette énergie électrique qu'on savait mal transporter sur de longues distances. C'est aussi l'énergie qui décida des productions et qui conditionna la vie des ouvriers. En effet, comme toutes les installations hydroélectriques réalisées au fil de l'eau, les chutes de la Durance et de la Gyrone construites en 1910 fournissaient beaucoup plus d'électricité en été qu'en hiver. Or, en été justement, les paysans sur lesquels on comptait pour fournir la main d'oeuvre, préféraient leurs champs à la douceur de l'usine. L'hiver, alors que l'usine tournait au ralenti, ils offraient leur force de travail. Comme ces paysans ne se pliaient pas au rythme de l'usine, on fit appel aux travailleurs immigrés (les travailleurs exotiques selon le qualificatif en usage à l'époque) d'Afrique du Nord et d'Italie, travailleurs qu'on renvoyait chez eux pour l'hiver.

Dans une étude sur l'usine de L'Argentière, l'illustre géographe Raoul Blanchard, se référant à des sources exclusivement patronales, décrit les efforts d'A.F.C. pour stabiliser, après la guerre de 39-45, la main d'oeuvre: constructions de logements, d'une salle des fêtes, d'un dispensaire, d'une mairie, d'un abattoir. Il faut dire que les productions de l'usine s'étaient diversifiées et étaient devenues moins saisonnières. "La grande fabrique est devenue l'âme de la localité" écrit-il.

Ce qu'on peut reprocher du point de vue historique à "la grande entreprise", c'est d'avoir bâti une moitié de monde, d'avoir fait croire à l'immuabilité, à l'irréversibilité, d'avoir identifié une région à son image, de lui avoir donné une "âme" et de l'en priver brutalement.

Alors, il faut admettre que rien n'est irréversible. Même les machineries enracinées dans le sol, devenues à la longue des espèces de poules mécaniques d'un pays, se taisent un jour. On spécialise un pays, on le contraint à la manoeuvrabilité et lorsque le prix de l'énergie est plus attractif ailleurs, on déménage plus loin répéter la même scène. C'est là qu'est la responsabilité historique de Péchiney.

Et si, en quelques années, passait la mode (c'est une mode, ne l'oublions pas, c'est encore plus fragile que le prix de l'énergie) des

sports d'hiver? Il n'est pas trop tard pour penser à la manière dont il faudrait demander des comptes aux promoteurs financiers et politiques, aux marchands de soupe de tous acabits, qui ont poussé à la roue du tourisme pendant des décennies, privant le pays de toutes ses initiatives, l'étouffant dans l'euphorie "évidente" du tout-touristique.

La désertion de Péchiney satisfait d'ailleurs les intérêts touristiques. Un grand stratège de l'immobilier en montagne, Pierre Schnebelen, promoteur, ne s'est-il pas dit "confiant d'obtenir un accord (concernant la station de Val Fréjus qui joint la Maurienne à Bardonnèche et bute aux versants nord des montagnes de Névache) en raison notamment des difficultés actuelles de la vallée de la Maurienne, où le groupe Péchiney-Ugine-Kühlmann vient de licencier 500 personnes" (Dauphiné libéré, 8/6/83. Mais sans attendre l'accord, il a commencé les travaux de la station: "125 emplois étaient en cause et les usines de la Maurienne ferment" confie-t-il à France-Inter (le 17/12/83). Tout doit-il être aussi simple que cette passation de pouvoir d'un monopole économique à un autre, avec ces intonations de chantage à l'emploi ?

P.U.K. est une société multinationale nationalisée. Ce n'est un secret pour personne. Cela n'a en rien influencé sa politique industrielle dans le sens d'une attention particulière portée à l'aménagement du territoire national. La propriété a changé de mains, mais les critères de profit et de gestion sont identiques à ce qu'ils étaient dans le passé. "Il faut savoir désinvestir" se plaît à répéter son PDG. On rencontre là un nouveau type de managers sachant désertir, ne plus créer, sachant fuir les pays, souvent très développés, à énergie chère, pour s'installer dans d'autres pays également très développés, (Québec, Australie) où l'énergie est bon marché.

Dès mars 1979, les dirigeants du groupe avaient pris la peine de préciser leur position. Ils mettaient tous leurs espoirs dans le programme nucléaire français à un double titre: d'une part pour obtenir de l'électricité à un tarif avantageux, d'autre part en tant que participant au lobby nucléaire, par Comurhex et Minatome interposés. Mais P.U.K. était déjà très sollicité et n'excluait pas de "délocaliser" une partie de ses installations. Cela valait aussi comme menace à l'égard des syndicalistes et des écologistes.

Si certaines industries sont à la recherche perpétuelle de gisements de main d'oeuvre à bon marché, de préférence dans des pays où la protection sociale est inexistante, d'autres guettent les grands gisements énergétiques, les barrages géants produisant une quantité d'électricité hors de proportion avec les besoins du pays. Si la main d'oeuvre en question se trouve dans les pays du tiers monde, l'énergie est aussi bien chez ces derniers que dans des pays industriellement développés (on peut citer pêle-mêle le Canada, le Cameroun, l'Australie, le Brésil).

"Partout où le courant sera trop cher, nous partirons" répète le PDG de Péchiney. L'abandon des activités de P.U.K. aux Etats-Unis et son installation au Québec et en Australie, des négociations difficiles pour les filiales européennes en Espagne, en Grèce, aux Pays-Bas illustrent l'application de ce principe de mobilité.

En 1902, 4000 tonnes d'aluminium étaient utilisées en Europe. En 1980, ce sont 740.000 tonnes qui ont été utilisées en France. En 1896, il fallait 42.000 Kwh par tonne de métal, 30.000 en 1930, 16.000 en 1950 et 13.000 aujourd'hui.

C'est le secteur des transports qui utilise la plus grande partie (30%) de l'aluminium consommé en France, suivi par les industries électriques (supports, câbles). Ainsi l'aluminium produit tout d'abord à proximité des sources d'énergie, dépendant d'elles, sert-il à transporter cette énergie, à alimenter les grands centres et est-il, de ce point de vue, le matériau de la concentration économique et de la centralisation des pouvoirs.

En juillet 83, alors que P.U.K. est nationalisé, il se délocalise brutalement au Québec, en "éliminant les incinérateurs à cash-flow" de l'hexagone selon le bon mot de son PDG. La visite du premier ministre du Québec, fin juin, venu conclure la construction d'une usine géante dans son pays, est intervenue à point nommé dans la négociation entre P.U.K. et E.D.F. pour l'obtention de tarifs avantageux. La campagne de presse a été bien menée. Jamais on n'avait pris tant de peine pour tout nous dire sur la production de l'aluminium.

Et puis le 21 juillet c'était l'annonce de la fermeture des usines déjà nommées, P.U.K. usant avec finesse du secret, de la surprise, de la manipulation et du mépris. Le tour était joué. Les désinvestisseurs mettaient les élus et les responsables syndicaux devant leur décision. Pour un kilowatt à dix centimes, un peu plus ou un peu moins, des petites régions économiques sont anéanties, frappées d'une brutale sécheresse. Comme une longue période sans neige ferait fuir les rats du bateau touristique. □

Créer de l'emploi ou créer des emplois ?

Créer de l'emploi ou créer des emplois?

Créer de l'emploi c'est se préoccuper des données brut des statistiques, c'est un niveau administratif, sans suivi, quantitatif, c'est un terminus. C'est un raisonnement statistique.

Créer des emplois c'est créer des activités qui en induisent d'autres d'une nature différente.

La mobilité accrue des citadins, l'exode urbain sont homogènes avec "l'emploi" défini plus haut. "L'emploi" suppose des mercenaires sans racines pour la société tertiaire, les travailleurs du futur.

"Des emplois" c'est autre chose: des points de départ, des incitations, une volonté, des initiatives.

Dans leur définition rien ne distingue "l'emploi" de "des emplois". Un perchman c'est un perchman. Mais "l'emploi" de perchman dans un désert social est différent de "des emplois" de perchmen dans un tissu social fertile.

Thème connu: la société tertiaire. L'emploi tertiaire qui n'induit pas une initiative vers autre chose, la création matérielle ou intellectuelle, devient lentement mais sûrement parasite du tissu social, mitage de ce tissu.

L'individu Au point où on en est de la société tertiaire l'individu a-t-il encore assez de ressort pour enrichir le tissu social ?

Le tourisme est un parasite de pensée des aménageurs. Il est regrettable qu'ils programment les salariés à leur image.

Le tourisme est le pilotage automatique de l'aménagement, ce qu'on choisit de faire quand on ne sait pas quoi faire. Cette attitude implique qu'on ne se retourne jamais sur le terrain aménagé, qu'on favorise "l'emploi" et non "des emplois".

L'aménageur qui créerait "des emplois" et non plus seulement de "l'emploi" se perdrait en tant qu'aménageur pour se découvrir acteur social.

Un contrepois productif, imaginatif est nécessaire face à l'emprise du tourisme: cela peut être une production mais aussi une idéologie.

Sans idéologie qui donne confiance aux acteurs "des emplois", ces derniers continueront, dans leurs initiatives, de jouer le jeu du tout ou rien ("ou mon plan de développement agricole passe ou je vends tout et je pars dans un camping-car autour du monde"). □

VALLEES OCCITANES ET TOURISME

Parler du tourisme n'est pas chose facile: des approches différentes, des intérêts divergents et des préjugés ne contribuent pas à faire du débat un espace de discussion serein et sans polémiques.

D'un autre côté les vallées occitanes aujourd'hui sont en train de subir, et quelquefois de proposer, une tentative sectorielle de restructuration économique dans laquelle la voie touristique apparaît comme déterminante, et par conséquent les meilleurs arguments pour aborder le débat sont réunis dans la nature même des conditions actuelles.

Sous-développement et "vocation touristique"

Le sous-développement, dans l'acception que le terme a dans l'économie capitaliste, n'est pas une question de revenus mais plutôt de manque ou de carence des structures économiques et sociales.

Pour leurs caractéristiques culturelles diverses zones peuvent se trouver classées, pour des raisons qui maintenant ne nous échappent plus, dans une même communauté économique; l'échange inégal, l'interaction de forces productives d'origines diverses, l'organisation des zones "pauvres" par des centres de décision des zones "riches", le défaut ou l'erreur d'utilisation des ressources locales ainsi que d'autres phénomènes, peut-être aussi importants, déterminent un tableau économique et social aisément compréhensible.

C'est précisément le cas, du reste déjà mis en évidence par d'autres études (1), des vallées occitanes comparées à la plaine piémontaise.

Nous nous trouvons ainsi confrontés à l'opposition entre des régions développées et des régions en sous-développement chronique, opposition rendue encore plus marquée par le contraste existant tant entre les secteurs modernes de production, localisés dans les régions développées, et ceux, plus ou moins archaïques situés dans les régions sous-développées.

Dans ce tableau peu réconfortant le tourisme occupe un espace précis en tant qu'élément induit.

L'économiste, mais aussi méridionaliste de choc, Nicola Zitara (2) dit que le territoire, point de départ des "vocations touristiques", est une donnée historique.

En effet, la valeur actuelle des ressources touristiques d'un territoire dérive de l'usage qui en a été fait dans le passé, du type d'urbanisation, du mode d'utilisation des ressources, du modèle d'évolution, des rapports entre les structures productives et celles de décision.

Aujourd'hui ces zones que nous avons définies comme pauvres peuvent se permettre d'"offrir" de l'espace et donc du tourisme proprement dit.

ces mêmes zones qui par l'assèchement de leurs forces productives ont nourri l'urbanisation aveugle des plaines hautement industrialisées.

Le tourisme, et par conséquent l'implicite disponibilité de l'espace en question, constituent un des éléments les plus clairs pour déterminer l'indice de développement d'une région économique et son poids, ou son absence de poids, dans les rapports d'interdépendance avec les autres centres.

Pratiquement, certaines zones n'ont rien d'autre à mettre sur le marché, en tant que ressource territoriale, que la spécificité de leur sous-développement (Zitara).

Le tourisme aujourd'hui

Ville/Campagne

Dans tous les pôles de haute industrialisation l'espace est un des facteurs dont le manque est ressenti avec le plus d'acuité; actuellement, l'urbain, comme modèle social, est entré en crise et on assiste à un retour notable à la dimension rurale.

C'est justement cette campagne, très étendue à la périphérie du monde industrialisé, qui peut offrir aujourd'hui certains services définis que la ville congestionnée n'offre plus.

Et c'est de cette manière que s'accordent l'offre de tourisme des sous-structures arriérées (campagne) et la demande de cela même provenant des zones économiquement plus progressistes.

Sous la poussée des structures aboutissant à la ville "évolue" et qui, ne l'oublions pas, disposent d'elles-mêmes des plus grands pouvoirs de décision et de gestion, on peut arriver à un projet touristique fait sur mesure pour la ville.

L'utilité des grandes réserves territoriales vouées malgré elles à la monoculture touristique et fonctionnant comme de grandes aires où le prolétariat urbain peut aller régénérer ses forces est évidente.

À part cela d'autres dangers pavent la route de l'aventure touristique. En cas de touristifi-

L'article de Giampiero Audisio que nous avons traduit de l'italien est extrait de la revue occitane italienne Novel Temp (n°18) dont Transhumances a souvent rendu compte.

Comme le dit son auteur cet article veut simplement poser la base théorique d'une analyse du tourisme, ne l'admettant pas en bloc, ne le refusant pas en bloc.

Du côté français, nous ne croyons pas beaucoup à une bourgeoisie locale qui, défendant la spécificité culturelle du Briançonnais, "acculturerait" le tourisme. Ou bien est-ce déjà trop tard? Le formidable aspirateur à fric que représentent les stations a depuis longtemps tout nivelé. La vraie opposition n'est plus entre bourgeoisies pour une suprématie culturelle, mais entre la bourgeoisie et les autres, les importés, les manœuvres, les saisonniers.

À l'hémorragie de l'épargne, qu'évoque Giampiero Audisio, nous consacrerons bientôt un dossier; avec une autre traduction, le cas d'un autre pays pauvre et l'exemple des Hautes Alpes. Mais il nous semble que dans le département deux stations ont été conçues avec l'argent des épargnants (les Orres, Merlette). On n'a jamais remarqué qu'elles appliquaient d'autres règles que celles du profit et de la spéculation. Leurs promoteurs ont voulu en faire des "locomotives", c'est-à-dire un mélange d'économie et d'esbrouffe. Mais surtout il ne fallait pas faire différemment des autres stations concurrentes. Les capitaux locaux n'ont alors servi qu'à homogénéiser le département avec l'ensemble de la zone touristique, en "réservant" des places aux locaux dans un système qui leur était étranger. □

cation massive les équilibres préexistants peuvent être altérés; il est évident que l'utilisation du territoire connaît des limites écologiques et, à s'en remettre au seul critère commercial, on court le danger d'une urbanisation excessive.

Les équilibres sociaux et les rapports culturels peuvent être altérés de la sorte. Pensons seulement à la conservation folklorique de certains aspects culturels destinés à l'usage et à la consommation exclusifs des touristes citadins, comme les joueurs de tambourin et de galoubet de la Côte d'Azur et la pelote basque.

Dans tous ces cas faire endosser ces responsabilités spécifiques au tourisme, c'est se fourvoyer et cacher une certaine ambiguïté si ce n'est un manque d'analyse, peut-être volontaire. Le tourisme apparaît seulement comme un moyen aux mains de promoteurs sans scrupules voués à l'économie de profit, fléau de l'histoire moderne, économie qui règle tous les types d'investissement dans le marché capitaliste.

Bien conscient du contraste existant entre le mythe de l'aventure touristique (investissements, emplois, induction d'autres activités, etc) et la réalité souvent amère de destruction que peuvent provoquer la précarité de l'emploi, l'exode des profits, la hausse du prix du sol et les risques de déséquilibre, nous sommes certain que le tourisme peut occuper un rôle important dans l'éventualité d'un décollage économique des vallées occitanes.

Vallées occitanes

et tourisme

Tourisme et autonomie

La tâche est maintenant de se demander dans quelle direction chercher et pour quel développement touristique de l'Occitanie.

L'utilisation du territoire à des fins touristiques n'est pas seulement une spoliation tout court de la richesse des habitants; en effet, le tourisme peut provoquer un accroissement des revenus, ce qui est déjà quelque chose de positif, bien que cela ne résolve pas, en dernière analyse, le sous-développement structurel.

Il y a d'autres fonctions que le tourisme peut remplir et qui sont bien plus importantes à notre avis.

Nous avons déjà vu dans Novel Temp précisément (3) comment de grandes quantités d'argent, économisées dans les vallées, sont drainées par l'intermédiaire des banques et réinvesties loin des lieux de l'épargne.

Une organisation différente du tourisme, et nous pensons aux coopératives ou au financement des pays et des vallées, pourrait représenter un indice de la grande capacité d'épargne des vallées occitanes. L'investissement touristique est le mieux placé, par rapport aux autres activités, pour devenir un but à l'épargne occitane qui, pour le moment, continue à fuir vers la plaine.

Liée à la précédente, nous trouvons une autre fonction que le tourisme peut remplir.

Le tourisme peut être défini comme une industrie de prestation de services, avec le touriste comme consommateur et les ouvriers ou les autochtones comme producteurs, encore que dans plus d'un cas l'autochtone soit réduit au rang de simple service (conservation folklorique).

Et de toutes façons, à travers l'industrie du tourisme, le regroupement en société des ouvriers isolés, en jetant les bases d'une classe d'entrepreneurs locaux, également au sens culturel, peut représenter la rupture de la condition historique de dépendance des vallées à l'égard de la plaine piémontaise.

L'industrie du tourisme pourrait faire naître une force productive locale, une bourgeoisie locale, qui aurait des intérêts concurrents, parce que dans le champ même de la bourgeoisie spéculative citadine ou de la bourgeoisie "compradore" de ces vallées. Cette même bourgeoisie pourrait récupérer, dans la stratégie de conflit avec ses concurrentes, les caractères culturels les plus saillants, afin d'affirmer sa propre différence par rapport aux autres forces et entraîner la lutte autonomiste des vallées occitanes.

Insistons sur le fait qu'il ne s'agit pas là d'une adhésion enthousiaste au tourisme, mais nous croyons devoir tenir compte de multiples facteurs avant de le rejeter comme possibilité de développement pour notre pays.

La solution est probablement dans la mise au point d'un modèle de tourisme à capitaux locaux.

Conclusion

Entracque, Roaschia, val Varaita, mais généralement toute l'Occitanie alpine sont, comme on l'a déjà dit, en train de subir ou, quelquefois, de proposer un modèle touristique. Souvent, en abordant la discussion nous nous trouvons à répéter des stéréotypes qui, à une époque où les mutations sont très rapides, ne sont plus que des leurres; maintenant plus que jamais les analyses sont urgentes.

Beaucoup a déjà été fait, en particulier le colloque sur le tourisme en val Varaita, organisé à Sampeyre par l'association Solestrelh, auquel a aussi participé l'association Valados Usitanos. Beaucoup reste à faire.

Tout ce qui précède ne reflète que mon opinion; je ne prétends qu'à être le début d'une réflexion organisée, et peut-être d'un débat dans les revues occitanistes, pour ne pas arriver en retard, pour pouvoir fournir des solutions aux occitans chassés de la ville par la restructuration industrielle et aux occitans restés dans les vallées. □

Giampiero AUDISIO
traduit par R.S.

NOTES

(1) Pierangelo Ronfetto, "Montagna e sottosviluppo", Novel Temp, 16, mai-septembre 1981.

(2) Nicola Zitara, enseignant à l'école de Stefanacom (CZ), est l'auteur de plusieurs livres sur la question méridionale et se signale par sa position d'intransigence dans ses rapports avec l'Etat italien.

(3) Francesco Maurizio Prinetti, "L'emorragia del risparmio da un territorio montano: analisi e considerazioni", Novel Temp, 15, janvier-mai 1981.

REFERENCES

Nicola Zitara, L'unità d'Italia nascita di una colonia, Jaca Book.

Jean Chesneaux, Du passé faisons table rase? A propos de l'histoire et des historiens, Maspéro, 1976.

A. Alcouffe, P. Lagarde, R. Lafont, Pour l'Occitanie, Privat.

Ugo Illing, "I limiti di sviluppo delle località turistiche invernali: legge della massima espansione", Neve International, 1/80.

Chronique du désenclavement

Le dialogue contradictoire des politiciens, des idéologues et des techniciens des transports.

T.G.V.

J. Chemain, directeur de l'ADERLY (Association pour le développement de la région lyonnaise): "Chaque fois que l'on réduit le temps de transport et les coûts, les choses évoluent naturellement en faveur du pôle le plus important". Il cite les effets économiques de la ligne Tokyo-Osaka.

Le Monde, 25-26/9/83.

Il est bien rare qu'un investissement de transport ne soit considéré comme un moyen de développement régional. Il existe une sorte de mythe selon lequel une liaison nouvelle déverse l'abondance en même temps qu'elle assure le déplacement des personnes ou des biens. Venue de la nuit des temps, cette image fut confortée par la distribution géographique, au siècle dernier, des activités industrielles qui se sont inscrites sur des espaces par des infrastructures sur des espaces desservis par des infrastructures portuaires fluviales ou ferroviaires. Consommant et produisant des pollueurs, ces industries ne pouvaient en effet se développer sans que des infrastructures de transport leur soient offertes. Le mythe est aujourd'hui bien vivant en dépit de contre-exemples têtus. Le plus flagrant tient à l'aggravation des inégalités régionales de développement dans la période de l'après-guerre à nos jours, en dépit d'un accroissement considérable de l'offre de transport, en particulier dans le domaine routier: les régions les moins favorisées ont vu le plus souvent s'accroître leur retard, malgré les sur-capacités de transport qui les desservait. Alain BONNAFOUS, "Les effets économiques indirects du TGV", Le Courrier du C.N.R.S., 42, Octobre 1981. □

L'HOSPICE DE MONTGENEVRE

On ne parle plus guère de l'Hospice à Montgenèvre et il est parfaitement ignoré dans le restant du Briançonnais. Il a pourtant joué un rôle capital, essentiel depuis sa fondation en 1343 par le Prince d'Albon Humbert II, Dauphin du Viennois. Cet établissement avait essentiellement un rôle d'accueil, du moins au XIX^{ème} siècle, car les quelques rares documents qui restent des siècles précédents, ne nous permettent guère d'être trop affirmatifs.

Une abbaye (on parle aussi d'hôpital) est déjà sur le col depuis 1202, fondée par le Dauphin Guigues André, et administrée par les frères de Sainte-Madeleine, dépendant de l'abbaye St-Victor de Marseille. Cette abbaye était destinée à participer au contrôle des états du Dauphin. Le col du Montgenèvre était la principale artère entre le Dauphiné et les possessions piémontaises.

Les moines, par leur présence et leur richesse, participaient activement à la vie du village qui se trouve à 1840 mètres d'altitude, avec des conditions climatiques certainement beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui. La vie devait être rude pour les habitants et l'abbaye (ou l'hôpital), et par la suite l'hospice, était la pierre angulaire de la cité. Les Dauphins étaient les principaux bailleurs de fond (donations, rentes, etc) de l'hospice sur lequel ils pouvaient s'appuyer pour contrôler et assurer la sécurité des possessions transalpines.

L'hospice, et le travail social qui en découlait, relevaient donc davantage de vues stratégiques, encore qu'une des principales routes de pèlerinage vers Rome passait à Montgenèvre. La charité était à base essentiellement chrétienne, avec son vocabulaire propre et ses pratiquants, particulièrement le clergé régulier et séculier: "La providence de Dieu qui s'étend sur toutes les créatures a formé divers établissements pour pourvoir aux différents besoins des hommes. Il y a des maisons destinées à instruire les ignorants, des hôpitaux pour les pauvres et les malades, des asiles salutaires pour les pécheurs". (Relation de la vie de Madame de Combé, institutrice de la Maison du Bon Pasteur, 1723).

Par la suite, après 1343, le col du Montgenèvre était l'une des principales voies de communication entre les Escartons, dont Briançon était la capitale. La foire internationale de la St-Michel de Briançon drainait des commerçants depuis Turin, Lyon, Avignon, Genève. Elle durait deux semaines et un trafic important passait par Montgenèvre.

Pendant le règne des papes en Avignon (1309-1377), les passages étaient particulièrement importants car les dignitaires continuaient à s'occuper de leurs possessions italiennes. L'Hospice était donc une étape importante pour les voyageurs et permettait, en cas de nécessité, un arrêt salutaire; les chemins étaient mauvais, souvent ravinsés par des pluies torrentielles ou avalanches, et les gorges de St-Gervais ne permettaient guère le passage des carrosses. Il fal-

lait les démonter et les hisser à dos d'hommes et de mulets. L'Hospice, qui se trouvait soit en avant des gorges (pour les voyageurs venant de Briançon), soit après (pour ceux venant de Césane) était placé à un endroit stratégique.

Utile en été, il devenait indispensable en hiver quand la tourmente soufflait et que le brouillard s'étendait. C'était alors un port (un fanal y était allumé et la cloche sonnait), un asile, un refuge indispensable aux voyageurs de toutes sortes.

Le traité d'Utrecht en 1713, marqua la fin de la prospérité des Escartons et de celle du col de Montgenèvre. La Maison de Savoie eut l'état du Piémont et de nouvelles frontières furent tracées. Les Escartons furent amputés de leurs possessions piémontaises et le village de Montgenèvre perdit le hameau de Clavières, aujourd'hui en Italie. En 1718, le Duc de Savoie devint Roi de Sardaigne et le Piémont, la Savoie, la Sardaigne, firent partie de son royaume. Le col du Montgenèvre en fit les frais; son trafic fut délaissé au profit de celui du Mont-Cenis qui était une des voies principales du nouvel état. Une politique douanière pénalisait encore le trafic, avec des chemins mal entretenus du côté piémontais.

Sous l'Empire, le col, et par conséquent l'Hospice, son indispensable corrolaire; connaîtront la renaissance. Ladoucette, préfet des Hautes-Alpes, commença la route du Montgenèvre, côté français, en 1802, malgré l'opposition du Savoyard Crétet, directeur général des Ponts-et-Chaussées.

L'Hospice est rebâti malgré de multiples péripéties. Les archives concernant l'Hospice (déposées aux Archives Départementales des Hautes-Alpes) sont particulièrement riches depuis la période révolutionnaire jusqu'à sa disparition et permettent ainsi de retracer son histoire, à travers la personnalité du directeur ou de son supérieur.

Il m'est en effet très vite apparu que la prospérité, ou le déclin de l'Hospice, étaient liés de façon indissoluble à la personnalité, au dynamisme du directeur ou du supérieur. Il en fut qui ne voyaient en l'Hospice qu'un support financier pour faire prospérer leur abbaye, d'autres pour qui l'Hospice permettait de recevoir les moines "mauvais sujets", qui vivaient leur séjour à Montgenèvre comme une sanction. De l'argent fut également détourné de son objet et les "pauvres indigents" en furent pour leurs frais.

En fait, au XIX^e siècle, les différents ordres monastiques n'ont jamais donné satisfaction dans la gestion de l'Hospice. La valeur des prêtres appelés à la direction de l'Hospice était également très différente et la vie de l'Hospice connu des hauts et des bas, directement liés à la gestion des responsables.

LA FONDATION

Nous l'avons déjà dit, c'est en 1343, que l'abbaye devint Hospice, sous le règne d'Humbert II, Prince d'Albon et Dauphin du Viennois. Ce sont les Dauphins qui établirent:

- le monastère de Loche, dans la combe de Malaval, sur la route de Bourg d'Oisans (situé dans un lieu très pittoresque; il en reste les ruines)
- l'Hospice de Marie-Madeleine, au pied de la montagne du Lautaret, sur la même route (il reste la chapelle, tombant malheureusement en ruines).
- l'Hospice du Lautaret, situé au sommet du col.
- enfin, le plus important de tous: celui du Montgenèvre.

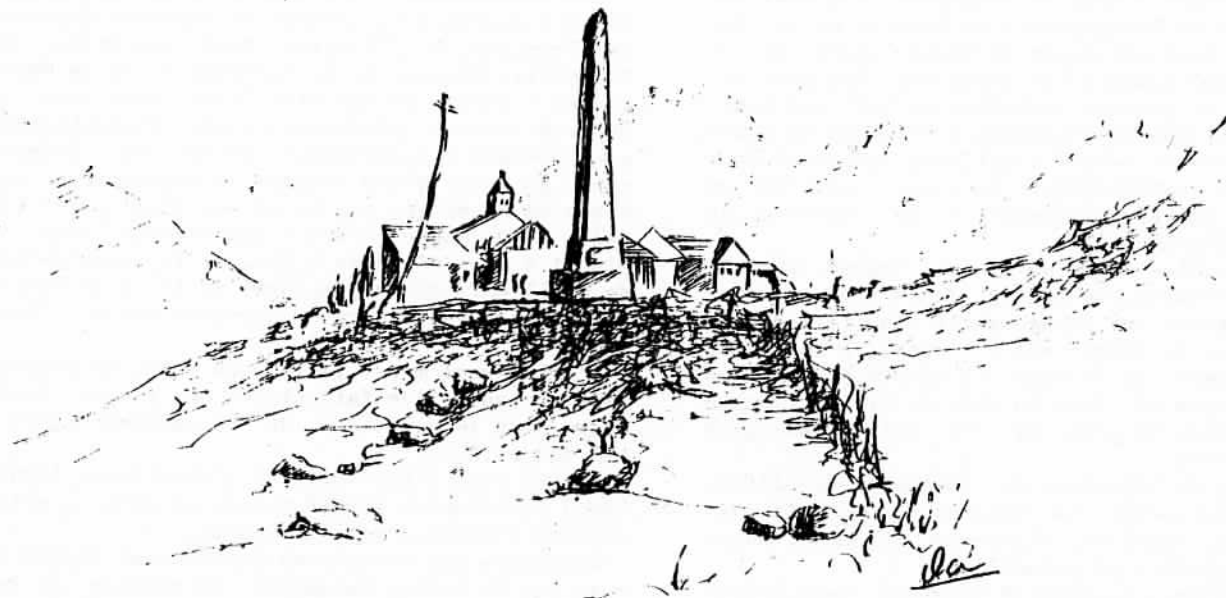
Nous apprenons par le Prieur de Romette (Information d'office, le 6 mai 1282) "qu'il appert que le secteur de l'hôpital de Montgenèvre distribuait avec beaucoup de soin et de fidélité les revenus dudit hôpital aux pauvres; que tous y étaient généralement reçus et bien traités, même les pauvres, tant veuves que autres du lieu de Mont-Genèvre, auxquels principalement la veille de Noël, il faisait distribuer du pain et de la viande pour se nourrir pendant trois jours.... qu'il y avait même de pauvres femmes et enfants qui y étaient entretenus depuis un an; qu'il avait aussi soin de faire la charité à toutes les pauvres familles du lieu; que l'entrée dudit hôpital était libre de nuit comme de jour à tous les pauvres de toutes nations", ce qui aurait été déposé et confirmé par les habitants dudit lieu de Montgenèvre.

En 1704, les archives de l'Hospice sont brûlées par les troupes de Victor Amédée, Duc de Savoie. A l'époque de la Révolution, on ne trouve plus qu'un bâtiment délabré. Les biens étaient notablement réduits et dégradés. Les revenus, presque nuls, ne servaient plus qu'à acquitter les contributions. L'Hospice était placé sous l'administration de la commune et se ressentait de ce mode de gestion:

L'arrêté des Consuls du 28 Thermidor, an X, tout en prononçant la suppression des ordres monastiques et de leurs convents dans les six départements situés en Piémont; dispose qu'il sera rétabli: au Simplon, au Petit St-Bernard, au Mont-Cenis, au Montgenèvre, au col de Tende, des couvents, à l'instar de celui du St-Bernard, et qu'il

réglemeht:

- au point du jour et tous les soirs, on sonne une cloche pour ramener les voyageurs égarés,
- pendant la tempête, on sonnera la même cloche.
- on s'occupera de trouver un moyen de faire sonner la cloche par la seule impulsion du vent.



sera fait choix, pour habiter ces couvents, de religieux pris dans les couvents supprimés. Le Premier Consul avait besoin de ces hospices pour organiser les départements de la Cisalpine, en facilitant les relations routières avec la France.

A cette époque, les administrateurs de l'Hospice fournissaient à chaque voyageur: un lit, un quartier de vin, une livre de pain, une soupe.

En juillet 1807, les religieux trappistes qui se trouvent à l'Hospice élaborent un projet de

- lorsque les routes seront obstruées par la neige, des traîneaux iront à une certaine distance de l'Hospice pour faciliter la marche des voyageurs.

- les voyageurs indigents pourront coucher et auront la subsistance pour un jour seulement.
- les voyageurs malades seront soignés.
- n'est dû ni logement, ni secours, aux vagabonds sans papiers et aux déserteurs.
- un religieux sera chargé de tenir un registre et d'inscrire les noms des voyageurs.

Pendant le mois de mars 1810 par exemple, il est passé plus de 600 militaires à l'Hospice, et le père Joseph, prieur de l'Hospice, demande qu'il perçoive des indemnités au prorata du nombre de passagers. Au mois de Juillet 1816, des troupes piémontaises franchissent le col du Montgenèvre et Dom Mariotti (supérieur de l'Hospice) s'oppose au pillage et réussit à faire révoquer l'ordre d'après lequel le Montgenèvre entier (village) devait être incendié. Jusqu'en 1840, le clergé régulier et séculier administre à tour de rôle l'Hospice, qui en général est mal géré. Par la suite, pendant 23 années, un prêtre extraordinaire, le chanoine honoraire Aucel, dirige l'Hospice et donne un souffle nouveau à l'institution. Il étend l'aide de l'Hospice aux familles indigentes de Montgenèvre, de Névache et de Briançon. Il fait restaurer le fanal placé sur le clocher, qui guidait les voyageurs. (On peut encore voir la potence installée en 1841 par M. Nicolas Fine, maître charpentier et maçon de Pont-de-Cervières. Il serait d'ailleurs judicieux pour la commune de Montgenèvre de faire installer un fanal, ce qui ferait ressortir sa mission de guide et d'accueil).

C'est la même année qu'il fait tracer, sur le mur de l'Hospice, le cadran de la pendule pour donner l'heure aux voyageurs. Il nous fait savoir que lorsque le temps est à l'orage, à la neige, au brouillard, ou le soir, il envoie deux hommes vers Briançon et deux du côté du Piémont, munis de lanternes, de pain, de vin, afin de secourir les voyageurs.

Beaucoup de voyageurs de nationalités différentes parcourent le col: en trente mois, des piémontais, italiens, allemands, polonais, espagnols, anglais sont accueillis.

Les voyageurs accueillis couchent dans l'écurie pour pouvoir bénéficier de la chaleur des bêtes. L'Hospice du Mont-Cenis, celui du St-Bernard, en faisaient autant. On leur sert un demi-litre de vin, un demi-kilo de pain et une soupe. L'abbé Aucel précise dans une lettre au sous-préfet de Briançon qui lui en faisait reproche: "Il est difficile pour les vagabonds, mendiants, malfaiteurs, de passer sans encombre par le Mont-Genèvre, car il y a, de Briançon à Césane, cinq postes de gendarmes qui font un service permanent, de jour et de nuit. Et, pendant la belle saison, les mauvais sujets passent par Cervières et les 4 cols de la vallée du Queyras".

L'abbé fait pratiquer des canaux d'arrosage, assèche les marécages, fait construire un mur sec tout le long du chemin de Sestrières, sur une longueur de 225 mètres. Le mur, à la hauteur d'1 mètre, est épais d'1 mètre. Il fait également faire un semis de mélèzes sur plus de 4 hectares.

En 1847, une commission consultative est instituée, sous la présidence du sous-préfet. Le budget, en 1848, s'élève à 10.138,50 francs. Il est entièrement financé par l'Etat français. Aucel calcule que sur 100 voyageurs, 6 s'arrêtent à l'Hospice. Sur 6 années, de 1841 à 1847, la moyenne des voyageurs qui s'arrête à l'Hospice s'élève à 3.835.

Une controverse s'est élevée entre les historiens concernant le passage de Napoléon, Empereur des Français, à l'Hospice. Dans une lettre du Secrétaire Général de la Présidence de la République à Aucel, il est dit: "Vous avez émis le désir d'obtenir plusieurs objets d'ameublement pour décorer l'appartement occupé par l'Empereur, au cours d'une tournée d'exploration des Alpes et consacrée par le séjour d'une nuit" (18 Juin 1850). Aucel note: l'appartement dont il s'agit a deux côtés de 5,25m, et les deux autres de 4 mètres. Voilà qui apporte de l'eau au moulin des tenants du passage de Napoléon I^{er} à l'Hospice.

L'abbé Aucel meurt le 10 Juin 1863. La commission consultative fait placer une pierre funéraire dans le cimetière de Montgenèvre (elle y est toujours).

L'abbé Fine (1863-1867) et l'abbé Faure (1867-1882) succèdent à l'abbé Aucel, et déjà l'activité de l'Hospice est déclinante.

L'Hospice est ensuite vigoureusement repris en main par M. Babey, Brigadier du service de reboisement en retraite. L'Hospice redevient propre, la propriété devient productive. En 1887, la gendarmerie occupe une partie des locaux.

Après le départ de M. Babey, en 1892, M. Robert prend la suite. A ce moment, il n'y a déjà plus qu'environ 1000 à 1200 passagers indigents par an. Le Club Alpin Français s'intéresse à l'Hospice. Un vœu est émis par les touristes, afin que l'Hospice de Montgenèvre, comme celui du Lautaret, soient admis à recevoir des voyageurs payants. La commission consultative est de cet avis, car la dotation de 1000 francs de l'Etat est sur le point d'être supprimée. M. Faucon prend

la succession de M. Robert.

Le 1^{er} juillet 1900, l'Hospice National de Montgenèvre devient Refuge Asile Départemental, avec possibilité d'utiliser l'établissement comme hôtel payant pour les touristes.

Pendant les manœuvres de l'armée dans la région, les lits disponibles sont réservés aux officiers. L'acte de la remise de l'établissement parle du "mouvement du tourisme vers les Alpes qui paraît se prononcer". Ce sera l'encourager au bénéfice de nos populations que de lui offrir un hôtel confortable, dans l'un des sites les plus pittoresques. Il n'y a guère à craindre que l'on ne puisse louer avantageusement cette station l'été".

Les tableaux de l'Hospice, ainsi que les objets du culte de valeur sont déposés à la Sous-Préfecture de Briançon. L'Hospice ferme ses portes en 1910.

CONCLUSION

Depuis toujours, le col du Montgenèvre présentait un intérêt stratégique. Déjà en 1802, quand le premier monastère fut construit, c'était pour répondre à un besoin de ce type. Situé sur un col très enneigé, aux intempéries fréquentes et d'un accès difficile, le premier Hospice était une étape entre les terres et les propriétés des Dauphins. Les Escartons de Briançon, qui s'étendaient au-delà d'Exiles (Piémont) avaient besoin de voies de communication, même sommaires, pour assurer le commerce. Les vallées du Piémont, particulièrement fertiles, n'étaient ainsi jamais coupées de celles du Briançonnais. Voie commerciale, le col du Montgenèvre voyait passer, notamment à l'occasion des foires, de nombreux voyageurs et marchands. La ville de Briançon, très intéressée, prenait part à l'entretien des voies d'accès.

Ladoucette lui-même, quand il arriva dans les Hautes-Alpes comme Préfet, trouva le pays en proie à la disette et dut menacer l'Administrateur du Piémont, le Maréchal Jourdan, de venir avec des hommes armés pour forcer les douaniers à laisser rétablir le commerce.

"On n'ajourne pas la faim... dis-je au vainqueur de Fleurus, qui avait prononcé ces mots à la Tribune Nationale. Je le prévins que si les douaniers continuaient à arrêter nos voitures, j'irais lui porter ma demande avec le jeuness des Hautes-Alpes, qui d'une main tiendrait le fer, et de l'autre offrirait le prix des subsistances". Copie de la lettre fut envoyée au Premier Consul, qui approuva la conduite du Préfet.

Montgenèvre ou Mont-Genèvre? Il ne s'agit pas d'une cime, mais d'un mont, à l'ancienne mode (Mont Iseran, Mont Cenis, etc). Pour les anciens, le mont ou montagne signifiait le col, ou encore le pâturage.

Voie stratégique, voie commerciale, Mont-Genèvre était également le passage des pèlerins voulant se rendre à Rome ou en Terre Sainte. N'oublions pas que le flux des voyageurs, depuis les temps romains, suivait cette route depuis l'Espagne. Il est donc permis de penser que ces gens portant bourdon (long bâton de pèlerin) et coquilles, circulaient par étapes sur les "voies romaines" souvent en petits groupes, demandant l'hospitalité "pour l'amour de Dieu". L'assistance hospitalière était organisée surtout pour le passage des Alpes.

Au moyen âge, on faisait aussi facilement des pèlerinages que l'on fait du tourisme actuellement. Les pèlerins accomplissaient un vœu pour eux-mêmes ou pour d'autres personnes.

Rappelons pour mémoire, les hôpitaux, hospices, maladreries, qui jalonnaient les vallées de Suse, de la Maurienne, à l'approche du Mont-Cenis et qui peuvent être comparés au chapelet d'hospices de Lodus, du Lotharet, ou de la Magdeleine et du Mont-Genèvre; trois petits hospices sur le plateau du Mont-Cenis; le petit hospice de Ste-Marie au pied du Mont-Cenis (vers la Novalaise); côté Lanslebourg, les petits hôpitaux de Lanslebourg, Termignon, Aussois (par le col du Grand Mont-Cenis).

Par le col du Petit Mont-Cenis, les passants tombaient sur le prieuré de St-Pierre d'Extrara-che et après la disparition de celui-ci, sur l'hôpital de Bramans (Jean Bellet, Le col du Mont-Cenis). C'est donc tout un réseau de maisons hospitalières que l'on retrouve tout au long de la Maurienne. Remarquons que pour la traversée du Jura, on retrouve la même organisation.

Le chemin de fer, les nouvelles routes permettant des déplacements plus faciles, l'émigration

en sens unique (ce sont surtout les étrangers qui fréquentent l'Hospice), la réglementation de l'errance furent pour beaucoup dans le déclin de l'Hospice. Il apparaît à l'Etat français qu'il n'avait plus sa raison d'être. La dotation fut supprimée et l'Hospice, institution vieille de plus de 500 années, disparut, victime du progrès pourrait-on dire.

Pour la première et dernière fois, l'Hospice n'est plus lié à l'état de la route. Les chemins difficiles et souvent dangereux du Mont-Genèvre ont fait place, à la fin du siècle dernier, à une route moderne où l'Hospice faisait figure d'ins-titution anachronique. □

Claude SCHERTZER

"Tout change, tout passe, il n'y a que le tout qui reste. Le monde commence et finit sans cesse. Il est à chaque instant à son commencement et à sa fin."

Diderot.

Lu... et Revues

Monique Barrué, "Faroles d'éleveurs pyrénéens... ou le développement des "zones difficiles" en question", Nouvelles Campagnes, 25, octobre 83, Adresse: BP 1154. 31036 Toulouse Cédex.

Myriam Cyplik, "Dans les Hautes Alpes, l'emploi salarié agricole peut-il être aussi rural?", Nouvelles Campagnes, 27, février 84.

V. Coletto, "Breve descrizione del Borgo di Chiomonte con alcune abitudini di frontiera sul finire del XVI secolo", Novel Temp, 20, septembre 1983. Adresse: chez P. Martel, 13 place Souham, 75013 Paris.

Francesco d'Errico-Livio Mano, "Alla fine dell'ultima glaciazione. Il popolamento delle Alpi occidentali", Rivista della Montagna, n°60, janvier 1984. Adresse: Corso Moncalieri 23/d. 10131 Torino.

En rêvant

Goûte moi ce soleil, il est doux, d'or caressant, tiède; il irise le contour de cette linai-grette en plumeau cotonneux, se fait rasant le long d'un ébouli, réveille des verts crus, des verts tendres, des émeraudes translucides, amères d'amertume.

Le soleil me chauffe encore, avec des arcs-en-ciel autour des cils; c'est l'heure propice, l'heure où la montagne souffle d'air tranquille, moment gratuit...

Presque au centre du village, au coeur, dans un pré, la tente est plantée. Un réverbère s'allume et laisse une teinte pâle. Le clocher retentit de ses onze coups, deux fois, gravement, mécaniquement, et c'est l'engourdissement.

J'aime ces différents plans qui se diluent dans l'ombre jusqu'à cette crête agressive. Tours crênelées, gendarmes et dents, netteté sur un ciel délavé, c'est la cime du Diable.

Il y a la matière, différents jeux de matières: un bardeau vieillissant dont l'extrémité des planches s'écartèle comme des doigts. Lui répond parfois ce vieux bois, poutres grises attaquées, poutres terre de Siennne, terre de Siennne brûlée, brunes, sombres. Et puis les pierres, pierres-puzzles, pierres mosaïques dans des gris-souris, gris d'encre, gris-nuage, gris fumé ou plombé.

As-tu senti ces couleurs? Soif de silence et de contemplation, d'effort continu et concentré, de respect, d'imaginaire, de pensées englouties au fond de ce lac vert, dans la phosphorescence et les algues duveteuses. □

Nathalie BEAU

La fortification, de Vauban à Buzzati

Séduction et Déception

Tous, à la vue du fort, ont dit leur déception.

Aldo, dans Le Rivage des Syrtes: "Ainsi surgie des brumes fantomatiques de ce désert d'herbes, au bord d'une mer vide, c'était un lieu singulier que cette Amirauté. Devant nous, au-delà d'un morceau de lande rongé de chardons et flanqué de quelques maisons longues et basses, le brouillard grandissait les contours d'une espèce de forteresse ruineuse. Derrière les fossés et à demi comblés, elle apparaissait comme une puissante et lourde masse grise, aux murs lisses percés seulement de quelques archères, et de rares embrasures de canons. La pluie cuirassait ces dalles luisantes. Le silence était celui d'une épave abandonnée; sur les chemins de ronde embourbés, on n'entendait pas même le pas d'une sentinelle; des touffes d'herbe emperlées crevaient çà et là les

parapets de lichen gris; aux coulées de décombres qui glissaient aux fossés se mêlaient des ferrailles tordues et des débris de vaisselle". (1).

Pierre Andréitch dans La Fille du Capitaine: "La forteresse de Biélogorskaïa se trouvait à quarante verstes d'Orenbourg. La route suivait la berge escarpée du Yaïk. Ses flots de plomb étaient d'un noir triste entre les rives monotones. Au-delà s'étendaient les steppes kirghizes. (...) ...il commença à faire sombre. Nous marchions à assez bonne allure. "Y a-t-il loin jusqu'à la forteresse? demandai-je au conducteur. -Non, répondit-il, on la voit déjà, là-bas." Je regardais de tous les côtés, m'attendant à découvrir de menaçants bastions, tours et fossés, mais je ne vis qu'un pauvre village entouré d'une palissade de pieux!" (2).

Giovanni Drogo dans Le Désert des Tartares: "Il n'était pas imposant le fort Bastiani, avec ses murs bas, et il n'était pas beau non plus, ni pittoresque malgré ses tours et ses bastions; il n'y avait absolument rien qui rachetât cette nudité, qui rappelât les choses douces de la vie". (3).

Tous trois, Aldo, Pierre et Giovanni, croyaient atteindre des lieux de perfection géométrique butés sur l'inconnu et le vide enveloppant et inorganisé mais ne parvenaient qu'à des ruines, que seules l'inertie du temps et la mémoire des hommes sauvent encore du délabrement total. C'est le ressassement administratif d'Etats dépérissant qui fait encore qualifier ces vaines murailles de forteresses. Elles figurent encore sur les cartes des Etats Majors qui calquent sur elles des plans, comme si le réel et les constructions humaines étaient aussi immuables et imperfectibles que leur représentation cartographique

Vauban, un personnage de roman

Vauban lui-même, cet autre personnage de roman, dans ses visites de frontières, va de consternation en consternation. La carte ment, l'Etat ment, ses frontières sont un illusoire repos pour les stratèges. Celles du sud-est sont dans un état d'abandon et de délabrement avancé. De Grenoble,

le 22 septembre 1692, il écrit: "Ladite ville est fortifiée à la moderne par une enceinte bastionnée et revêtue d'un mur en maçonnerie mais trop bas, mal fondé et très faible, n'ayant ni contrefort ni l'épaisseur requise en soutien de son rempart et très peu de fossés, les places de l'un et de l'autre ayant été presque toutes remplies par des cloîtres ou des particuliers qui y ont bâti des maisons et établi des jardins".

De Briançon, le 21 novembre de la même année, il écrit: "La ville est fermée de deux enceintes, l'une vieille, l'autre nouvelle; on ne peut guère compter sur la vieille qui est très mince, toute percée de fenestration et d'égoûts et adossée partout de bâtiments... La nouvelle enceinte de la place ayant été faite en vue de la sauver d'une insulte des Barbets et non de soutenir un siège réglé, est peu de chose; ce ne sont que des murs de moellons fort bruts de deux pieds et demi à trois pieds d'épais au cordon, surmontés par des parapets de deux pieds et demi sur six de haut et percés de créneaux; comme ils n'ont pas de contrefort ils ne peuvent pas soutenir un rempart. D'ailleurs les flancs en sont très petits, aussi bien que les pièces qui composent cette fortification, peu ou point de fossé, beaucoup d'irrégularités, et le tout fort acculé sur la vieille enceinte..."

En décembre, après d'autres déceptions, il écrit de Château-Queyras: "...l'enceinte de murailles de la fortification du château (...) n'ayant que deux pieds environ d'épaisseur sans aucun terrassement derrière, l'on ne doit estimer cette place qu'à l'épreuve du mousquet et non du plus petit canon, car pour peu que l'ennemy en tirât, la garnison n'ayant aucun endroit pour se mettre à couvert, doit compter d'y périr ou de se rendre..."

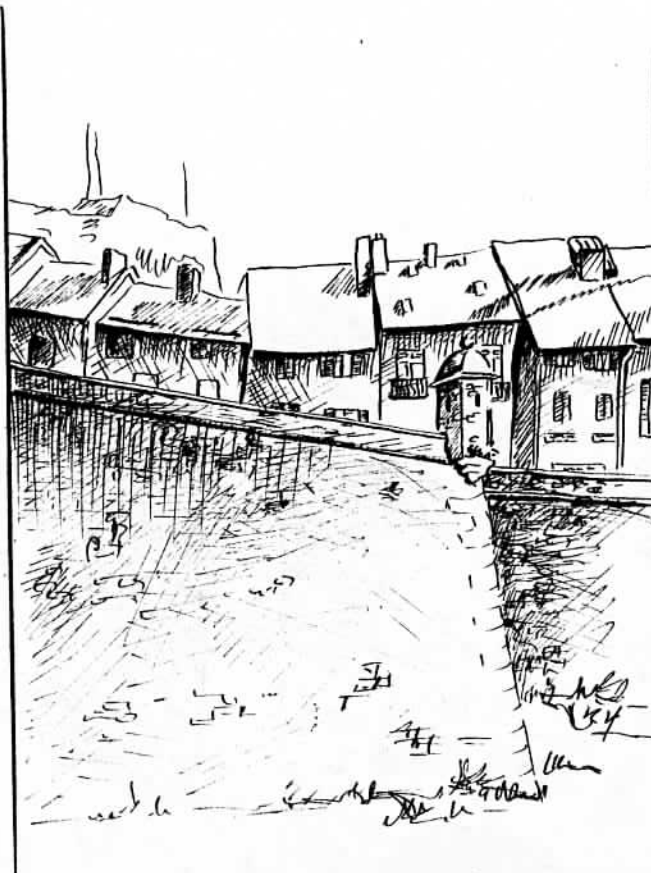
Les années passent mais non pas la déception ni l'étonnement que cette géométrie qui est la matière première de son esprit à lui, Vauban, ne soit pas mieux assimilée de ses contemporains et collègues. Lors d'une autre tournée sur la frontière des Alpes il écrit, de Seyne-les-Alpes, en octobre 1700: "C'est un mur de cloître... qui n'a ni fossé ni rempart et qui est flanqué par des pièces bizarres auxquelles on ne saurait donner de nom car elles ne sont ni tours, ni bastions, ni redans, ce sont donc des pièces comme on voudra les nommer..."

Au cours de son voyage de 1692 dans les Alpes, Vauban découvre un pays où les fortifications étaient conçues comme des barrières commerciales et des entraves au pillage, au banditisme et aux séditions. Il s'agissait d'ouvrages "policiers" plus que militaires, jusqu'à l'invasion désastreuse de l'été de cette même année, par les troupes savoyardes, espagnoles, allemandes et émigrées commandées par Victor-Amédée II de Savoie, pénétrant par Larche, l'Ubaye, le col de Vars et ravageant le pays jusqu'à Gap. Pour un envahisseur décidé, équipé et appliquant les règles du jeu militaire, ces fortifications à fonction commerciale et policière n'étaient qu'une formalité.

L'usage social des murailles

Mais à l'intérieur des remparts, suffisants pour tenir à distance des bandes armées sans artillerie, les villes bouillonnent, le commerce est animé, la densité de la population rend l'espace précieux. Les massifs, les terre-plein, les murs des remparts sont convoités. Sous la pression des habitants, et souvent avec l'accord des gouverneurs, les ouvrages militaires sont urbanisés, parasités par des constructions, "à charge d'être démolis toutes et quantes fois que le besoin des affaires du Roi le requerrait" comme à Grenoble. A Grenoble toujours, selon la description de Vauban, "les faubourgs même se sont avancés peu à peu jusque dans les fossés, vis-à-vis des portes sur de très longues avenues, si bien qu'à peine pouvait-on remarquer le revêtement de la place, tout étant plein de maisons, de haies, d'arbres et jardins".

A Briançon, Vauban constate -on l'a déjà cité- que des maisons sont partout adossées au rempart lui-même percé d'ouvertures pour donner de la lumière à ces maisons. Même pratique à Seyne-les-Alpes où des fenêtres sont percées pour éclairer les maisons mitoyennes (4), ainsi qu'à Colmars dont Vauban écrit, en 1693, qu'elle était entourée "d'une vieille et faible enceinte adossée partout des maisons de la ville que les particuliers ont percée de fenestragés et d'égouts comme ils ont voulu". (5). Ces pratiques étaient



donc courantes tant dans les grandes villes dont on finissait par oublier qu'elles pussent "jamais devenir place de guerre", comme Grenoble, que dans les petites cités alpines, promues gardes frontières par l'invasion de 1692 et intégrées par Vauban à un système de première ou de seconde ligne de défense.

Huit ans plus tard, en 1700, Vauban aurait dû trouver moins de motifs de déception. En huit ans on a travaillé, on a remanié, on a bâti selon ses directives. En huit ans aussi le système s'est pour ainsi dire fortifié dans son esprit. Il est devenu plus intransigeant. Ainsi le "mur de cloître" qu'il dénonce en 1700 à Seyne-les-Alpes n'est pas un résidu médiéval ou une brèche hâtivement colmatée de matériaux divers mais l'œu-

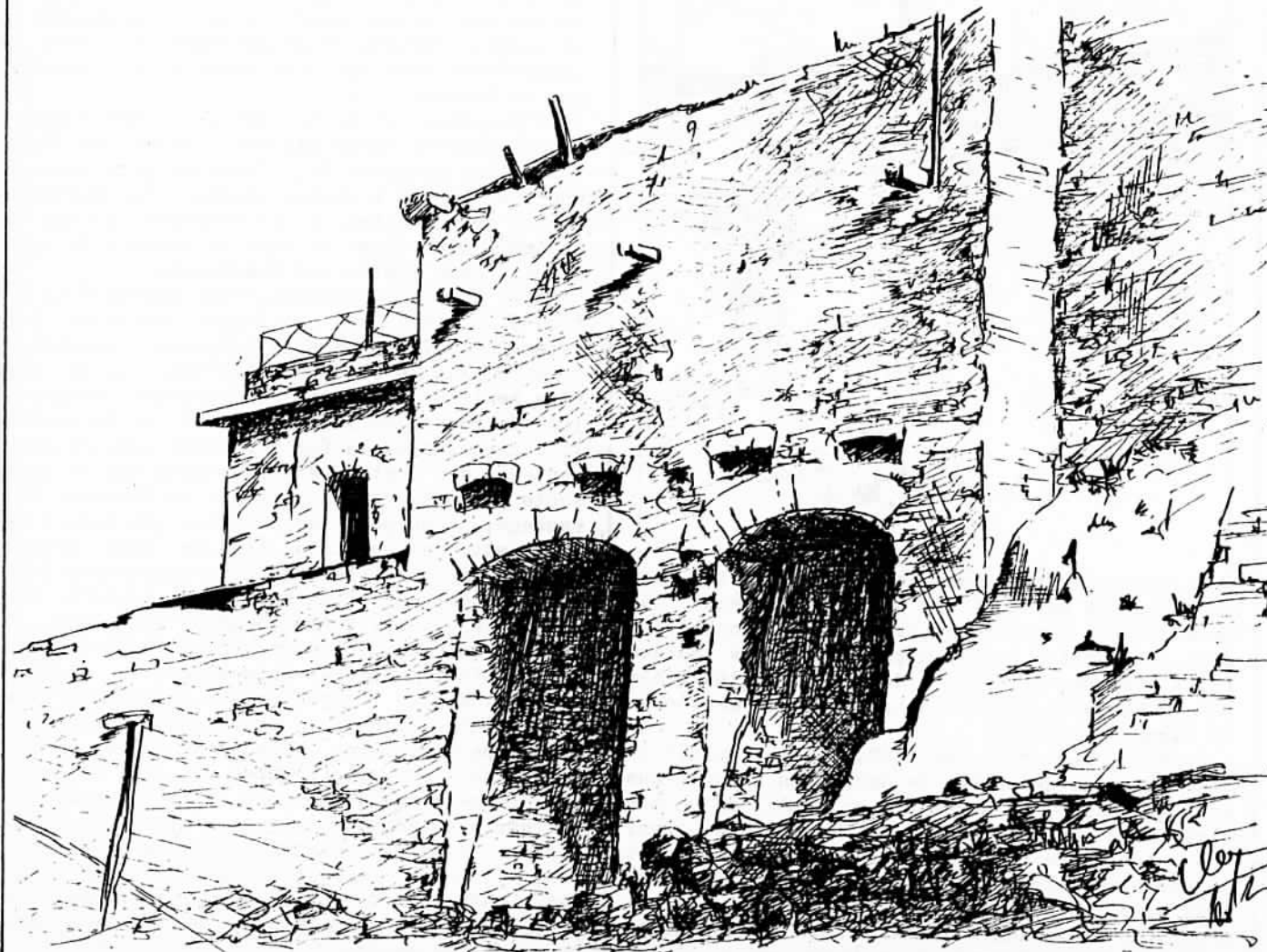
vre d'un autre ingénieur, Niquet, directeur des fortifications pour la région de Nice, datant de quelques années seulement.

L'insatisfaction de Vauban est d'autant plus véhémement s'il s'agit de places dont il a lui-même ordonné les plans. A Mont-Dauphin, en 1700, il fait le point sur les travaux de la nouvelle place forte, commencés en 1693, dans la précipitation. Cette dernière, comme il le constate, est loin d'avoir donné à l'entreprise un surcroît de qualité. (6) Son esprit trop méthodique ne peut se satisfaire d'un ouvrage qui ne suivrait pas à la lettre ses instructions. Celles-ci, produites par un esprit résolument géométrique, ne sont pas compatibles avec une réalisation "à l'aventure" sur le terrain.

La surprise est nette aussi en découvrant la transformation subie par son projet de Saint-Vincent, au débouché de l'Ubaye. Du plan prévoyant une tour carrée à quatre niveaux avec machicoulis et échauguettes, il ne retrouve qu'une tour abaissée d'un étage et sans la galerie de combat réduite dans toutes ses dimensions.

Autre type de déception, celle connue à la lecture d'un plan. Dans une lettre datée du 8 février 1704, Vauban dit la surprise éprouvée devant le plan de Briançon. "Je vois qu'il n'est plus mention du chemin que j'avais marqué le long du rocher de la ville haute, ni du pont sur la Durance, ni de la fortification marquée sur la montagne des Quatre Têtes, non plus que de la redoute projetée sur la montagne de Salette, ni du passage, ni du pont-levis au bas qui devait fermer cette avenue". Au lieu de tout cela, il constate de multiples "petites particularités" à quoi il comprend qu'on "s'en est donné à coeur joie en ajoutant, retranchant ou réformant..."

Il va de soi que toutes sortes de précautions réglementaires étaient prises pour le suivi des travaux, depuis l'adjudication jusqu'à la réception. Vauban donnait la préférence à des entreprises particulières chargées de telle ou telle partie de l'ouvrage (7), bien que cela ne manquât pas de créer des différends entre les nombreuses entreprises adjudicataires. Colbert préférait passer les marchés annuellement, en espérant les voir "diminuer considérablement". Selon Vauban, cette méthode risquait de hacher le travail des entrepreneurs, contraints de débaucher et d'embaucher sans arrêt.



La main d'oeuvre compétente était rare, si bien qu'on en venait à interdire, lors de travaux de fortification de grande envergure, tout autre chantier de maçonnerie qui en distrairait les ouvriers. Ce fut le cas lors des travaux de Metz, Toul et Verdun par exemple.

En montagne où la période ouvrable est courte les ingénieurs poussaient les travaux, ce qui ne donnait pas nécessairement de bons résultats. En utilisant la pierre la plus commodément accessible à Mont-Dauphin, on n'aboutit qu'à des effondrements.

La main d'oeuvre mobilisée (militaires, corvées d'habitants) était bien ce qu'il y avait de plus propice à un nouveau décalage entre le plan et sa réalisation. Et les grosses entreprises qui se déplaçaient avec les travaux ne pouvaient se passer de cette main d'oeuvre peu zélée.

Enfin, la forteresse achevée avait à souffrir du manque chronique d'artillerie, de munitions, de vivres, quand la garnison n'était pas victime d'épidémies.

Toutes ces raisons définissent l'usure réglementaire des fortifications, l'état de non-fonctionnalité dans lequel elles devaient fonctionner. A l'exception des plus prestigieuses du Royaume, toutes les places fortes ont subi cette ruine administrative, cette décrépitude par construction, par définition. Et il ne s'agit-là que des causes contrôlées, de l'érosion normale du bâtiment. La notion de frontière systématique, telle que Vauban l'a pensée dans une ambition en avance sur les moyens que l'Etat pouvait lui consacrer, ne pouvait que traduire systématiquement sur le terrain cette insuffisance. S'ensuivent l'insatisfaction de Vauban, non moins systématique que son système, et la déception d'Aldo, Pierre et Giovanni. Mais pour les hommes de plans et de cartes, le réel déçoit. La nature des choses est moins séduisante que sa représentation. Il n'y a pas lieu de s'en étonner (8).

Dans le charroi urbain, la présence des murailles était un obstacle. Les autorités ne s'opposaient pas, on l'a vu, à toutes les tentatives d'appropriation de ces vastes espaces péri-urbains gelés pour la défense. Elles se montraient souvent d'un grand laxisme, se bornant à spécifier que telle construction adossée au rempart serait rasée si les intérêts du roi le requerraient. L'appropriation sauvage n'en continuait

pas moins. Les archives de la ville de Gap (9) sont la mémoire au jour le jour, étirée sur plusieurs centaines d'années, de la lutte du pouvoir pour préserver la muraille des utilisations artisanales et agricoles qui pouvaient en être faites. Les textes montrent que les habitants de Gap mis à contribution pour la fourniture de matériaux et la construction des remparts n'hésitaient pas à se payer de leur prestation d'une manière ou d'une autre.

Le 29 mai 1414, "défense est faite à Guignes Jaucerand de bâtir sur les murs de la ville, afin de pouvoir passer par les coursierses (...)". Le 4 novembre Ant. Pestelli est obligé de boucher le trou qu'il fait dans l'ancien rempart, près de son jardin. Le 2 novembre 1570 "quelcum a comencé de rompre la muralhe de la première porte du revelli de porte Lignolle... Le dessus de porte Jaussaude est tombé". Le 3 décembre, injonction est faite à la fille de Me Jean Lespire "de fère acouler la coursrière" des murailles de la ville "comme estoit auparavant" et défense "à toute personne de ne toucher ou prendre aucune chose desd. coursières".

Chaque année des pans de murailles s'effondrent, ainsi que des portes et des ponts, des brèches apparaissent qu'on colmate à l'aide de palissades, ou bien qui s'agrandissent au long des années. Pour grandir, la ville repousse ses murailles. Un beau matin on s'aperçoit que des sections entières de celles-ci sont entourées de maisons au point d'être inutiles. On les fait abattre en accordant les pierres aux uns ou aux autres et on prolonge le rempart qui, de raccord en raccord, apparaît moins comme une ligne de défense qu'un moyen de contrôler la croissance urbaine, de savoir qui construit quoi, de favoriser ou de pénaliser les initiatives.

Parfois la muraille qui a trop servi de carrière de pierres de taille s'effondre sur les maisons voisines. Le 28 juin 1615, "les murailles de la ville tombent en ruine et est nécessaire les réparer, et surtout la brèche de la porte Garcine". Tous les habitants de la ville semblent en quête perpétuelle de matériaux de construction. Le 3 janvier 1616, Guil. Davin se plaint des poursuites exercées contre lui pour avoir pris quelques pierres, non à la ville mais à des particuliers argumente-t-il, et avec leur autorisation. Le 13 septembre, une brèche est réparée à

la porte Garcine, mais le 9 octobre des inondations provoquent une brèche à la muraille près de cette même porte. Les fossés n'ont pu jouer leur rôle, à cause des nombreuses fosses creusées par des particuliers pour y entreposer du fumier. L'eau s'est accumulée dans ces fosses et a sapé la muraille. L'évacuation des eaux usées et l'écoulement des eaux de pluie causent aux riverains des fortifications plus de souci que la ruine des maçonneries. Par les brèches s'organisent de fructueux commerces nocturnes. La contrebande, mais surtout la crainte de l'épidémie interviennent dans la litanie des destructions volontaires et des reconstructions.

Continuer l'énumération des brèches et des abus des particuliers, abus dont chaque génération s'acquitte avec une imagination variable, cesserait d'être amusant pour devenir fastidieux. Tant qu'elle existe la muraille joue le rôle d'un équipement collectif que chacun tenterait de privatiser autant que la contrainte sociale (les voisins, les rivaux, le pouvoir) le lui permet. Chacun voit la muraille à sa porte et en use selon ses besoins.

Pour la croissance urbaine de la ville de Gap, ce dialogue habitants-murailles (construction sociale-destruction individuelle) tient lieu, dans ses effets, du plus rudimentaire schéma d'urbanisme (10). Le pillage et le contrôle du pillage définissent la croissance de la ville.

Seuls le gouverneur et le roi semblent posséder la carte, c'est-à-dire le souci d'assurer autour de la ville la continuité du rempart. Pour le commun des habitants, le sens de la fortification c'est sa ruine. Cet état-là est l'état le plus civilisé de l'architecture militaire. Le pillage est l'hommage universel que les civils lui rendent. Universel et actuel, de Briançon dont plus d'une résidence s'orne des belles pierres taillées qui coiffaient les parapets, jusqu'à Pékin où, selon le Daily Mail (11) "la muraille (de Chine) a disparu sur près de cent kilomètres, ainsi que les remparts et cinq tours. Certains paysans particulièrement entreprenants sont même venus en bulldozers pour accomplir leur travail clandestin de démolition". Des sections entières de la Grande Muraille sont ainsi reprises dans les murs des porcheries que construisent ces paysans.

La réhabilitation et l'idolâtrie de la mort

Il ne saurait être question d'encourager le moins du monde le vandalisme, mais seulement de le considérer sous l'angle historique: la réalité passée et présente de la fortification est à la ruine. Les tenants de la restauration de ces vieilles pierres (leurs efforts sont louables) illustrent une figure psychologique qu'on pourrait appeler "complexe de Viollet-le-Duc", remarquable en ce sens qu'elle tente de donner à la fortification un état de perfection qu'elle n'a jamais connu.

Ce fétichisme du bâtiment, encouragé par la meilleure qualité des matériaux modernes, cette obsession de la restauration négligent en revanche les espaces non bâtis aux alentours des fortifications, espaces définis et réglementés par les servitudes militaires et sans lesquels les plus beaux ouvrages auraient été vains. Les zones de servitude, les glacis, les fossés sont conquis par l'automobile, ce vandalisme urbain. La prolifération automobile donne idée, par allusion, de l'ancienne prolifération des constructions dans les villes fortifiées. Les bâtiments cherchaient à bousculer les remparts en partant de la ville elle-même tandis que l'automobile bouscule la ville elle-même et l'asphyxie.

La restauration des villes fortifiées prend le plan comme modèle, ce plan dont on a vu par combien de médiations il était éloigné du réel. Le plan est utopique comme la restauration. Les urbanistes restaurateurs devraient prendre la précaution de dire qu'ils présentent la réalisation du plan, de ce qui n'a jamais existé. La réalisation à la lettre d'un projet signé de Vauban serait la manière moderne de penser Vauban mais aussi une infidélité à l'histoire et à Vauban.

Ainsi les réhabilitations actuelles des fortifications et des bâtiments militaires, comme cela commence à se pratiquer systématiquement dans le Nord-Pas-de-Calais ne peuvent prétendre à autre chose qu'à une restauration de la forme. Et les HLM intégrées à d'anciennes casernes sont évidemment sans rapport avec la nullité par laquelle on traite ordinairement ce type d'habitation.

Mais l'esprit de la fortification, ce va-et-vient entre une fonction militaire et son détournement civil, leur échappe totalement. Les murs sont saufs mais c'est tout.

Il est possible de réhabiliter tout en donnant libre cours à l'appropriation populaire, non plus la rapine et le vandalisme, mais le jeu et l'imaginaire. C'est bien dans ce sens que va, selon nous, un projet de l'Atelier d'Architecture de Barcelone pour transformer le fort de Saint-Cyr (12) (Yvelines) en espace culturel et résidentiel. Son foisonnement baroque est un exemple de ce qui peut se faire dans l'espace géométrique de la fortification. Certains éléments de cette fortification, comme les galeries, les souterrains, les écrans, la ruine, les façades sont développés. Les fonctions culturelles et résidentielles sont poussées à l'excès comme si, assiégeantes-assiégées, elles se refusaient à laisser à l'écart une seule possibilité d'habiter, d'occuper.

Le projet donne à rêver quand on voit tant de villes momifiées autour d'un centre historique, qui sans avoir de valeur réellement historique ne joue pas pour autant le rôle d'un centre. Il faut se convaincre que les ouvrages fortifiés urbains, s'ils sont nés de la plume des ingénieurs, ont pris leur vérité de l'appropriation des habitants, des mille et une manières imaginées par le peuple des villes pour s'extraire de leur carcan et, en fin de compte, les abattre.

La fortification, on aurait tort de le perdre de vue, est expression de la mort. Comme le rappelle P. Virilio (13), elle n'est pas faite pour résister aux phénomènes naturels eux-mêmes mais à leur développement extrême par l'intelligence militaire. En ce sens, elle est surnaturelle, pathologique. Une société humaine se devrait d'accorder ses faveurs à toutes les reprises de la vie sur les engins de mort et d'encourager toutes les refontes de ces espaces machinés pour la guerre, au lieu de sombrer dans l'idolâtrie des paysages de la mort. □

René Siestrunck

Notes

- (1). Julien Gracq, *Le Rivage des Syrtes*, Ed. Corti, 1951, pp. 20-21.
 - (2). Pouchkine, *La Fille du Capitaine*, 1880, citation dans les *Cahiers Buzzati* n°5, Laffont, 1982.
 - (3). D. Buzzati, *Le Désert des Tartares*, 1949, p.23 (Ed. du Livre de Poche).
 - (4). R. Bornecque, "Seyne-les-Alpes", *Cahiers de l'Alpe*, n° 70, 1977.
 - (5). M. Michaux, "Documents militaires sur Colmars au temps de Vauban et jusqu'en 1750", *Actes du 90^e Congrès des Sociétés Savantes*. Paris, 1966.
 - (6). R. Bornecque, "La place forte de Montdauphin", *Congrès archéologique de France*, 1972.
 - (7). J. Guttin, *Vauban et le corps des ingénieurs militaires*, Paris, 1947.
 - (8). L'esprit systématique de Vauban ne signifie nullement qu'il répète ici et là une même solution à des problèmes différents. Chaque cas est un cas particulier et reçoit une solution particulière. Vauban fait cela en étudiant systématiquement tout ce qui intervient dans la fortification (de la qualité de la pierre au commerce local en passant par les usages locaux) et le résultat est un système de fortification, c'est-à-dire que des lieux différents en tout (de Dunkerque à Nice) sont supposés s'appuyer les uns sur les autres. L'esprit systématique c'est, par l'analyse, réduire l'hétérogène à l'homogène.
 - (9). *Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790*. Hautes Alpes. Ville de Gap. Tome 1. Rédigé par l'abbé Paul Guillaume, Gap, 1908.
 - (10). La première réglementation des servitudes militaires autour des places fortes donnant les moyens juridiques aux autorités urbaines de détruire une construction jugée gênante ou d'interdire toute construction nouvelle dans une zone déterminée est l'ordonnance royale du 10 septembre 1668. Elle tient compte des progrès, systématisés par Vauban, réalisés dans la conduite des sièges et "porte défense de labourer et de faire paître à moins de 15 toises (environ 30 mètres) des chemins couverts". Cette ordonnance est complétée par celle du 16 juillet 1670 qui ajoute la défense d'édifier "aucune maison dans les faubourgs des places frontières", sans fixer de limites à cette interdiction. L'ordonnance de 1713 fixe à 250 toises (environ 500 mètres) l'étendue de la zone où les constructions sont interdites. Ensuite des ordonnances plus précises, selon l'importance des places, se succèdent, jusqu'à l'abandon moderne de la fortification et au déclassement des ouvrages, tenant compte d'une part des différents systèmes de fortification et d'autre part de l'allongement de la portée de l'artillerie.
- Source: C. Blondeau, *Des Servitudes militaires*, Grenoble, 1892.
- (11). Cité par *Le Monde dimanche*, 22 juin 1980.
 - (12). *L'Architecture aujourd'hui*, 182, Nov-déc. 1975.
 - (13). P. Virilio, *Bunker Archéologie*, Centre de Création Industrielle, 1975.

Etre indien

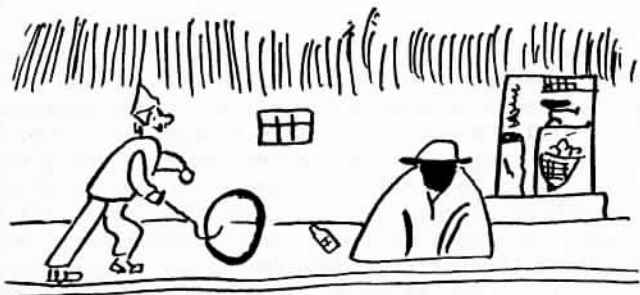
Le silence de la puna

Un homme mâche de la coca appuyé contre le mur d'une masure. La boule de coca va et vient le long de ses joues. Le soleil illumine la rue presque déserte. Un enfant passe silencieusement courant, poussant son "aro" (cerceau) à l'aide d'un morceau de fil de fer.

Un homme endormi. Il est assis sur la marche d'un magasin. L'alcool accompagne de ses vapeurs son sommeil de pauvre. Il passera la nuit. Le froid de la puna. Au matin il sera mort.

Silencieusement, au vent d'août, une "Comète" (cerf-volant) essaye d'échapper aux mains de l'enfant. Silencieusement l'apu Allincapac assure la toile de fond. Rideau. Silence de l'indien. Silence qui n'est pas vide. Puna sans fin, montagnes sacrées, glaciers étalés.

Un homme marche lentement. Il traverse l'étendue de la "pampa" (plaine). Oui, celle qui s'étend jusqu'aux courbes qui s'élèvent vers l'apu.



"Le silence du tueur, n'est pas celui de la victime, ni celui du spectateur. Pour un homme perceptif et sensible, l'univers n'est jamais silencieux, mais il existe un univers de silence que seuls les êtres sensibles sont en mesure de percevoir". Elie Wiesel, Contre la mélancolie.

Puska

Discours dans le silence. "La parole du muet". Cet homme marchant, filant la laine pour rythmer ses pas. La "puska" (rueca en espagnol: que-



nouille), sous l'impulsion rapide et habile de ses doigts entoule la laine. Silence de la puna. étrange silence peuplé de personnages fantasti-

ques, yeux perdus, pieds familiers du sentier, vol d'un oiseau, silencieux. A quoi pense le silence? Horizon ayant pour seule limite l'apu peuplé des âmes et dieux protecteurs. A quoi pense l'homme?

"Qui vous a appelé?" "Qui vient, une fois de plus, troubler notre silence?" se demande intérieurement l'indien. Envie de ne rien dire. "Pourquoi parlez-vous pour ceux qui n'ont pas de voix?" (La voz de los que no tienen voz).

Troubler le silence de la puna, c'est renverser le mur que l'histoire de ce peuple lentement, sous la contrainte de la conquête qui-dure-qui-dure, a élevé face au défi de la Parole, du Pouvoir.

Silence violentant la Parole. Les peuples de la Sierra continuent leur marche soumise et silencieuse, sentier de résistance à une parole, qui n'est plus, depuis des siècles, la leur. Ici personne ne parle. Tout le monde ne dit rien. Avant il y avait le silence. Agonies. Le silence survivra. Il ne restera rien? Si, le silence.

Gringo!

Un cri jaillit du silence. Vapeurs de colère et de peur. C'est le cri du ressentiment. Silence et peur. Qui profitera du silence de l'indien? Qui, une fois de plus, s'emparera de son langage muet pour que le sang ne cesse d'alimenter la terre sèche de la Sierra?

Le soleil du matin chauffe rapidement la pierre, comme pour rattraper le temps perdu depuis la veille. Les "comuneros" s'alignent le long du mur de pierre qui borde la place de la petite communauté. Silencieusement, ils ne réagiront pas face à l'attaque des riches commerçants-proprétaires de Macusani.

Désespérant de la parole sur ce continent latino-américain où la mort n'est que cris, injures, lentement, silencieusement, elle va.

Depuis un mois la route arrive à la communauté. Des années d'efforts pour les habitants, des années d'un espoir utopique. La route. Le progrès. La civilisation. Aide alimentaire: on travaille si on reçoit quelque chose. Merci Caritas. Qu'importe finalement la route! Ce qui compte c'est de recevoir un peu de blé, de riz, d'huile géné-



reusement donnés par le "peuple des Etats Unis d'Amérique". Merci Caritas. On construit des routes, on fait des ponts, mais qui va les utiliser? Caritas s'en fout. Tout le monde s'en fout... ou presque. Les métis attendent. Ils ne font rien. Ils attendent que la sueur et les espoirs des pauvres leur tracent les chemins du commerce et de l'exploitation. Ils viendront avec les autorités à l'inauguration. Ils reviendront chaque semaine faire leur commerce. Merci Caritas. Les "comuneros" n'avaient pas pensé à ça. Attirés par les nouvelles marchandises, ils dépenseront vite le peu qu'ils auront pu tirer de la vente de leurs pommes de terre ou autres produits.

Faire la route, sans faire de développement, c'est favoriser un peu plus la dépendance.

Lentement la quena, la zampona. L'air vibre silencieusement. Agonie. Souffrance muette. Gringo!



Personne n'a jamais rien demandé. Lentement, doucement, se mettent en place les éléments d'une contradiction. Silencieusement, la conspiration chuchote. Confusément les nouvelles, les on-dit s'accumulent.

Presque immobile à nos yeux, la puna et ses habitants murmurent une vie invisible. Gringo: tu n'y comprends rien. Notre bonne volonté ne trouve pas la terre pour s'enraciner. Lentement, un à un, les gringos se retirent. Les gens parlent. Muets. Les raisons ne les intéressent pas. Ce qui compte c'est que les gringos, eh bien, ils s'en vont c'est donc qu'ils ont peur ou qu'ils ont quelque chose à cacher, les gringos.

Terrorisme. Répression. Communisme. Peur. Silence.

Reste à Macusani, un petit noyau blanc. Reste, mais pour combien de temps? Il y a des jeunes, des moins jeunes aussi, qui recommencent à parler, à réfléchir, occidentalement parlant. Il y a le "pueblo" (sens latino-américain: l'ensemble des gens de...) qui commence à jaser: " taisez-vous, ce sont les gringos qui parlent par votre bouche..." Médiation.

Peur de la dépossession. Ce serait à nouveau l'utilisation pour certaines fins de l'indien, de l'enfant du métis.

Le curé, lui, continue, courant, ses tournées dans les communautés qui vivent lentement. Magie et fête. Survivance du commerce d'échanges avec les dieux.

Parfois, la mémoire, collective, silencieusement pré-coloniale, du temps où le peuple avait la maîtrise de ses terres, parfois la mémoire jaillit de la terre, des limites du temps d'avant les gringos. Marques illisibles aux yeux des voyageurs, touristes, colonisateurs de toutes sortes, mais qui restent indélébiles, tracées sur le sol. Périodiquement, de manière désordonnée, les survivants des génocides, reviennent affirmer leurs droits ancestraux sur la terre, leur alliance collective et religieuse avec la particularité d'un territoire.

Pachamama: Terre-Mère.

La "toma de tierra" (Prise de terre. Invasion) n'est en fait qu'une reprise, une réappropriation physique d'une propriété éternellement silencieuse de la communauté. Potentiel de forces souterraines que révèle la prise de terre.

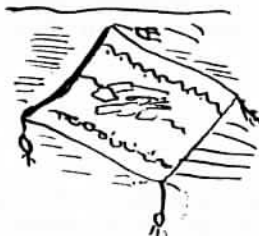
C'est au petit matin que la communauté s'était rassemblée sur la petite place de l'église démesurément grande. Toutes les familles étaient là. Le souffle de la zampona (flute de Pan) s'élevait d'un petit groupe de musiciens. La masse avançait derrière la "bandera" (drapeau, péruvien évidemment). Le drapeau est le symbole qui depuis 1820, date de la proclamation de l'indépendance du Pérou, n'a cessé de réunir les péruviens. A la fois symbole de la nation et du gouvernement, le drapeau est utilisé par le pouvoir, l'opposition et d'autres groupes non-politiques.

La colonne s'étendait dans la "pampa" (plaine) silencieuse, le drapeau servant de protecteur (la police peut-être n'osera pas tirer sur la

"Bandera") et de légitimité de l'action.

Le soleil venait juste de se lever. Le groupe de comuneros prenait possession de sa terre. Les chiens de l'hacienda voisine aboyaient. Les Gardes Civils ne s'étaient pas montrés pour cette fois.

Le plus vieux de la communauté s'avance au milieu du champ. La musique se tut. Il s'agenouilla, déposa sur la terre le "uncuna" (tissu tissé dans lequel les paysans emportent la coca) L'ouvrit et choisit parmi les feuilles de coca, trois feuilles "quintus" (entières). Il mouilla ces feuilles avec de l'alcool et, debout, appela les apus protecteurs pour qu'ils protègent la communauté des "gamonals" (riches propriétaires). Après d'autres invocations il jeta les feuilles dans diverses directions. La terre physiquement leur appartenait à nouveau.



Cette relation avec la Pachamama est aussi sournoise que la relation de l'enfant avec sa mère. Tant profond est le lien que toute tentative de le couper est un appel à la révolte. Les vols successifs de la terre opérés depuis les siècles marqués par la présence du blanc, ont provoqué l'accumulation silencieuse d'une colère. C'est le cri de l'enfant que l'on arrache à sa mère. Mais les limites d'un tel mouvement sont étroites.

Quelques temps après la prise de terre les paysans doivent irrémédiablement retourner à leur terre, à leur parcelle. La mobilisation, explosion, ne dure qu'un instant. La vie et ses problèmes de survie reprennent le dessus. Lentement, silencieusement naîtra de nouveau le frémissement de la colère et un jour, au petit matin...

Mais la mémoire a des limites. Le temps a ses silences. Qui se souviendra des limites ancestrales des terres ?

Mais la mémoire a ses récupérateurs. Ainsi, dans le département de Puno, l'Empire Inca n'est pas la seule source de revendication des indiens. La famille Caceres de Juliaca, bourgeois, commerçants et propriétaires a su se servir des plus grands symboles du Tahuantinsuyo. Autour de l'avocat Roger Caceres, s'est formé un parti politique, le "Front National des Travailleurs et Paysans" (Frenatraca). Mouvement politique régionaliste, tentative de la bourgeoisie locale de récupérer la problématique ethnique, le Frenatraca, n'est qu'une manière de consolider le pouvoir des commerçants et des propriétaires. □

Luc MARCHELLO, Macusani, Nov.83

ET COMMENT EN PARLER

Capturé, enivré le condor est fixé sur le dos du taureau. La corrida symbolise la revanche de l'oiseau sacré de la mythologie indienne sur le taureau, incarnant la puissance cruelle du colonisateur.

La montagne aux écritures

Chronique des romans, récits, essais poèmes, B.D. de la moyenne montagne. "Un grand pays est un pays d'aval, dit le Tao, la femelle de l'Univers." □

"IL N'Y A QUE LÀ-BAS QUE TU ES ICI"

Les communautés mobilisées envahissent les terres des coopératives. Des milliers d'indiens portant des bannières, criant des slogans reconquérèrent les propriétés de leurs ancêtres, se vengeant de la spoliation coloniale reconduite par la réforme agraire. Les outils aratoires sont là aussi, car le geste politique d'occuper la terre s'accompagne du rituel du labour et des semailles.

Le miroir fixé au front les jeunes guerriers vont sur le glacier pratiquer leurs rites et arracher les blocs dont l'eau de fonte a le pouvoir de guérir les maladies.

Par tableaux successifs, Alain Labrousse nous entraîne sur les chemins des Andes, en Equateur, au Pérou, en Bolivie, par une écriture qui renonce à la facilité du genre. La "couleur locale" n'a pas de sens privée de ses significations politiques et religieuses. Le monde indien fascine. Il est courant de ne retenir de lui que ses spectacles et, la tête et la caméra pleines d'images de s'en retourner en occident. Mais Labrousse a un autre projet, peut-être lié à une nostalgie de n'être pas indien, c'est briser l'incompréhension entre le monde indien et le monde européen. Mais ce dernier, par la colonisation, a brisé bien des ponts. Les indiens ne sont pas demandeurs d'occident. Ils connaissent déjà. Ils ont des souvenirs. Comme si c'était hier. Et, à lire Labrousse, on ne peut s'empêcher de trouver un contraste entre ce monde indien dense, serré autour de ses fêtes, ses rites et ses combats et ces européens (dont lui-même) qu'il nous présente, voyageurs, guides, fatalement aventuriers, jamais totalement admis par ce monde qu'ils aiment. Ce sont eux les exotiques, les gringos venus apprendre la vie des montagnards andins.

Le vol des images spectaculaires qui a trop longtemps fait les beaux jours de la littérature touristique est heureusement périmé. Ce livre propose une nouvelle manière de parler de l'autre, en s'aidant du regard ethnologique. Son esprit doit beaucoup, semble-t-il, à l'histoire de cet enseignant révoqué pour avoir appris aux indiens à photographier les touristes. Il parle en écoutant, sans rien voler. □

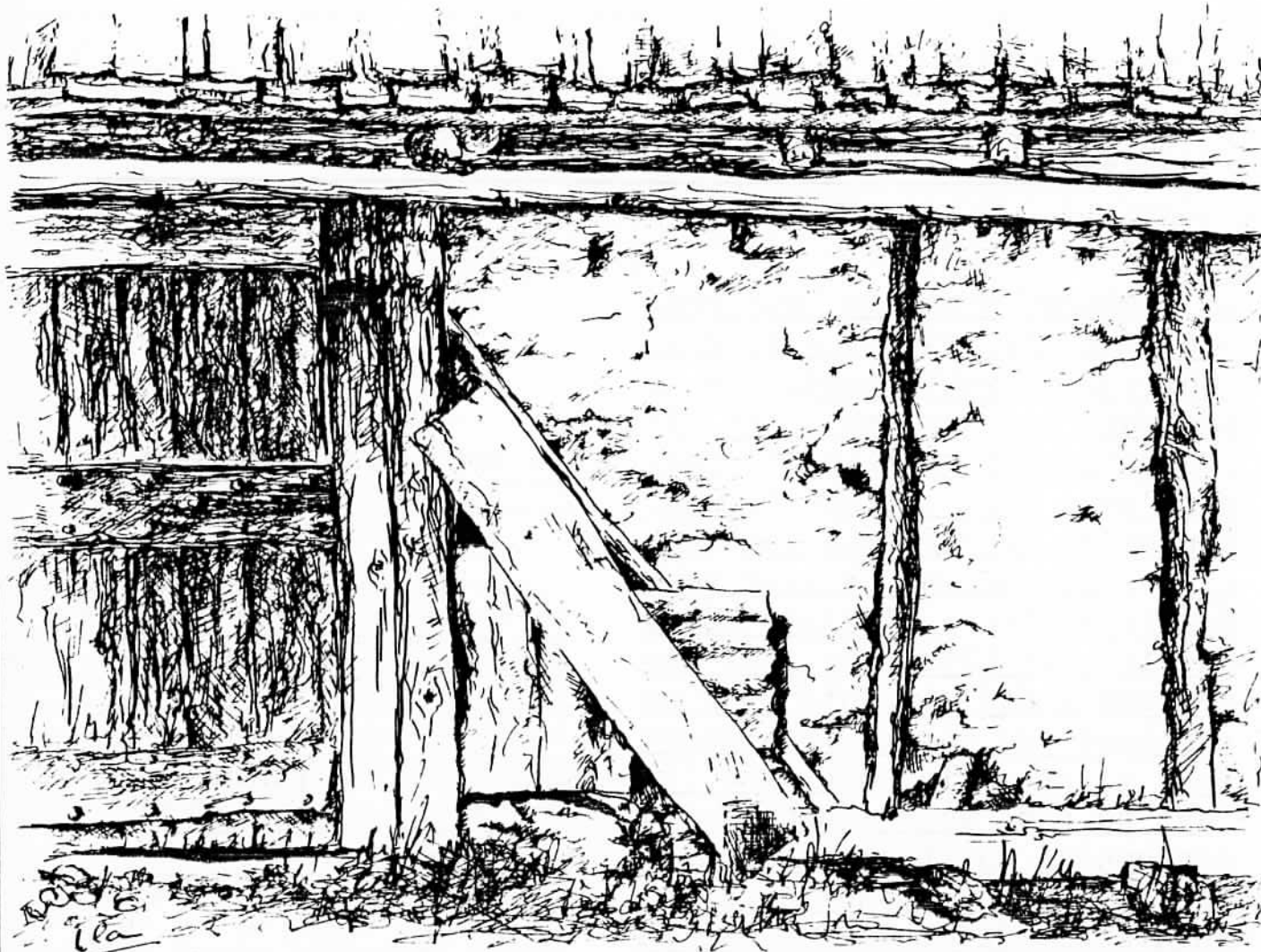
Alain Labrousse, Sur les Chemins des Andes, A la rencontre du monde indien, L'Harmattan, 1983, 180 pages, carte.

La montagne n'existe que pour ceux qui n'y vivent pas, pour ceux qui croyant prendre de la hauteur ne prennent que de l'altitude et oublient de passer "par les villages". Descendus de leur chemin de crête ils comprendront à leur tour que la montagne n'existe pas, que le soir bleu sur l'or des mélèzes a été inventé par un marchand de cartes postales. Pour vivre à la montagne, il faut ne pas voir - jusqu'à la condamner - sa beauté inouïe. Car sur fond esthétique, les relations élémentaires de la vie sociale apparaîtraient pour ce qu'elles sont: chantage, perte de soi, vanité.

Peter Handke, Par les Villages, poème dramatique, traduit de l'allemand par G.-A. Goldschmidt, Gallimard, 1983.

Grégor venu régler une affaire de succession avec sa soeur Sophie, employée de commerce et son frère Hans, ouvrier sur les chantiers du bâtiment, retrouve trahie la montagne de ses souvenirs et tels des esclaves sa soeur et son frère. Ces deux-là voudraient vendre la maison familiale mais Grégor s'y oppose. Sophie pourrait ouvrir une boutique après avoir été si longtemps une petite vendeuse. Hans pourrait plus facilement élever son fils, mais Grégor, de retour au pays ne veut plus qu'une chose: maintenir. Maintenir la maison, la dernière du village à ne pas porter le panonceau d'un quelconque commerce, une maison vraie, une oeuvre. A son frère et à sa soeur, il essaie de faire admettre que leur situation est la plus juste qu'ils puissent occuper. Etre l'employée, le grouillot c'est être vrai, être vivant, à l'opposé des marchands, faux, morts-vivants.

Grégor sûrement a beaucoup voyagé. Il lui plairait que le pays de son enfance, de sa mémoire



"Sur la moindre maison ouvrière, dans le village le plus reculé, je vois briller des panonceaux de commerces ou de banques, et dans le paysage, chaque maison est devenue un magasin et devant les magasins, il n'y a plus de contrée nulle part." P.H.

reste indemne, sans vénalité, sans béton. "Quand les lumières de la ville ne seront-elles plus le reflet glacé des vitrines?" Ne peut-on "repenser le béton en roche primitive"? demande-t-il. Sa mémoire est atteinte. Chacun porte en soi un lieu qu'il voudrait immuable. Ce rôle échoit souvent à la montagne. Probablement parce que beaucoup de ses habitants émigrés reviennent fortune faite ou, simplement, mémoire faite vers un lieu qu'ils espèrent inaltéré.

Une vieille femme conseille à Grégor: "Retourne chez toi à l'étranger. Il n'y a que là-bas que tu es ici". Là-bas, à la ville, par-delà les océans, c'est vrai la montagne existe, le village existe avec la maison bâtie par les parents. Grégor, irrémédiablement, est à distance du pays de son enfance, un pays dont il ne devrait plus s'approcher qu'en multipliant les détours.

Ce poème dramatique de Peter Handke met en scène des travailleurs saisonniers, ceux qu'on voit au petit matin "planté(s) par-ci par-là, emmitouflé(s), raide(s), à la sortie d'un village avec un sac de marin", des travailleurs immigrés qui ont passé vingt ans outre-mer, sont revenus et se disent que c'était hier, hier à peine. Grégor inonde tous ces gens vieillissés avant l'âge -déjà?- de sa compassion. Il souffre leur oppression qui est la vérité. Mais eux pensent autrement, ne rêvent que de changer de camp, d'être de ceux qui font briller les vitrines, de ceux qui vendent, de ceux qui font que la montagne n'est pas seulement le refuge de la beauté mais aussi le lieu du profit. Se vendre est souvent le premier signe d'une révolte et le dernier sursaut de la dignité.

Et ils n'écouteront pas son prêche. N'attendez plus un libérateur, ne cherchez plus ailleurs ce que vous avez sous les yeux leur dit-il. "Le moindre filet d'eau n'a-t-il pas l'éclat d'une eau lointaine?" Ailleurs n'est pas mieux, ailleurs aussi a ses abandonnés, ses disgrâces, ses défaites. C'est Grégor, le voyageur, le déserteur qui dit cela. Restez où vous êtes dit-il. Ici, vous avez votre chance. Pour tous une inconnue conclura: "Marchez jusqu'à voir les détails... Marchez si lentement que le monde vous appartienne à nouveau, mais si lentement qu'on voie bien comment il ne vous appartient pas... Bougez un peu -pour savoir être lents: la lenteur est le secret..." □

"J'éliminerai l'idiot en toi"

Knut HAMSUN, La dernière Joie, Traduction de R. Boyer, Calmann-Lévy, 1979.

Knut Pedersen se croit vieux. Il vient de passer cinquante ans. Il vit dans une hutte en pleine forêt et se nourrit de viande séchée et de pain croustillant. Il fait dans la cheminée de grandes flambées de bois résineux, dont la chaleur et le parfum alimentent ses rêves vagabonds.

Quand l'envie le prend encore une fois de voir le théâtre de la société des hommes, il n'a plus besoin de tant voyager, de franchir les océans, ni même d'aller jusqu'à la grande ville, car la petite pension de famille de Paul est là, toute proche, dans la vallée voisine, avec sa population de citadins en vacances, leurs passions mesquines, leurs vanités. Le désenchantement des paysans n'est pas moins spectaculaire pour l'observateur désormais assuré du bien-fondé de sa solitude. Longtemps vagabond - en fait: travailleur saisonnier- Pedersen sait le sens du séjour et la valeur de la tâche quotidienne.

Knut Hamsun fait paraître La dernière Joie en 1912. Selon lui la société rurale norvégienne est à la veille de se dissoudre. Les propriétaires des domaines agricoles choisissent le tourisme. Pourtant les manifestations de l'atavisme et la vivacité des racines imprègnent ce choix de motivations contradictoires. Ainsi Paul accumule des matériaux pour construire des chambres supplémentaires. Il a acquis pour le confort tyrannique de ses hôtes un piano, des photographies, des livres et des journaux. Et pourtant, il dit: "Si seulement on pouvait rester en paix".

Le tourisme n'est pas un renfort économique mais une conversion et un renoncement. Il n'y a qu'un pas à sauter, mais un pas qui déchire. En plus, ces touristes dont on bénit la venue, se présentent toujours lorsque les champs réclament tous les bras du domaine. Alors le foin pourrit dans les prés. D'habiles métayers - les spéculateurs de demain- rachètent lopin après lopin le domaine.

Hamsun-Pedersen comprend que le tourisme est un système. Une route a été tracée jusqu'à une vallée proche, route qui détourne les voyageurs du massif des Toretinder. Où sont passés "les caravanes de Bennett et de Cook, les groupes qui devaient "faire" les sommets de Norvège?" Il faudrait aussi une route pour conduire au domaine de Paul et encore plus de chambres et toujours plus de confort. Comme les voyageurs ne circulent qu'en groupes, il n'y a pas de moyen terme touristique entre la morte saison et la promiscuité.

Le tourisme est aussi une maladie. Il importe de bien connaître les agents de contagion. L'alpiniste est anglais. Il est pressé. Avant toute chose, avant même de saluer, il a déjà crié: "Guide, guide!" Qu'il ne puisse se séparer de ses perversions (homosexualité et zoophilie) n'est pas le plus dramatique de l'affaire (puisque l'Allemagne un jour se chargera de graver dans sa chair une loi plus virile), le plus grave c'est la démoralisation subie par les indigènes. Solem, le guide, gâté par une vie de désœuvrement, adulé des femmes, portant un gilet de laine blanc et une chaîne de montre en or, tombe aussi bas que ceux qu'il sert. Il met au point des pratiques propres à son métier et apprend à secouer le lord qui rechigne à payer une course au prix qu'il a fixé. Paul finalement n'est plus agri-

culteur et pas encore hôtelier: "Son cerveau de cultivateur, on le lui a refait dans son jeune âge pour l'orienter vers le tourisme".

Et à qui revient la responsabilité de cette conversion économique? Eh bien, aux hommes politiques abusés par l'anglophilie et le mirage de modèles ineptes. Un de ces modèles irrité particulièrement Pedersen: la Suisse, ce "pays qui n'existe qu'en vertu de la miséricorde de ses voisins", tout juste bon à organiser des conférences et des courses à ski. N'y a-t-il rien de mieux à faire que de piloter des anglais au sommet des montagnes?

Quand tout est prêt pour l'accueil du touriste que les rideaux sont correctement placés aux fenêtres, que les jus de fruits sont enfin arrivés, alors il se fait attendre ou pire, il ne vient pas. Que faire? Se lamenter? Non, car le système est à ce point étranger au pays qu'il se nourrit de lui-même, qu'il possède ses valeurs, son histoire, ses événements. Le pays n'est que le décor indifférent du psychodrame touristique.

Pendant l'escalade du Pic Bleu en compagnie du guide Solem, un avocat hâbleur fait une chute mortelle. C'est la sensation. Les journalistes affluent. Solem est un héros. Des articles sont écrits à propos de la station et de ses "bâtiments superbes comme des bijoux dans leur écrin de montagne". Mais, comme le tourisme, la mort publicitaire est pendulaire. Il y eut ailleurs d'autres accidents formidables et les "polichinelles", les "idiots costumés", asexués "à force de sport et d'idées fixes" passèrent.

Knut HAMSUN (1859-1952). Ecrivain norvégien. Fils de paysans et autodidacte. Longtemps travailleur saisonnier. Marin. Voyage aux Etats-Unis où il contracte la phobie de la société industrielle. Prix Nobel 1920. A confondu Hitler et le "destin sacré de l'Allemagne". Thèmes de prédilection: la forêt, la mer, la terre, la vie des gens, les amours versatiles, la vanité, la médiocrité et leurs contraires.

L'anglophobie et le culte de la Mère-Allemagne n'enrichissent en rien la perception lucide par Knut Hamsun du phénomène touristique. Mais nombre de détails de son observation ont une portée so-

ciologique et sont d'une grande actualité.

Il y a l'espèce de funambulisme des paysans, leur indécision extrême et le sentiment qu'ils vont provoquer quelque chose d'irréversible dans leur vie et celle de leurs descendants.

Il y a l'improductivité et le parasitisme de la société touristique. Ainsi, une certaine Petra "ne voulait pas vivre de ce qu'elle gagnerait, (mais) voulait vivre du fait que les touristes gagneraient quelque chose et auraient les moyens de venir". Elle situe son activité au-delà du simple accueil de voyageurs. Elle mise sur cette classe qui exhibe son ennui et fait du superflu un art de vivre et commerce de plain-pied avec elle.

Il y a le comportement pervers du touriste-alpiniste. Il est pervers, selon l'auteur, de parcourir des milliers de kilomètres pour gravir le Pic Bleu, tout en niant l'existence de tout ce qui ne contribue pas à la réussite de l'escalade. Il est pervers de réduire la montagne à son guide. En revanche, si pour passer de cette vallée-ci à cette vallée-là, il n'y a d'autre moyen que l'ascension du Pic Bleu, alors allons-y pour le Pic Bleu! Sinon, le sport pour le sport est une perversion quand il pourfend une communauté humaine qui aurait bien besoin de cette énergie, de cette sueur gaspillée. Le sport, c'est du travail volé.

Enfin, la société touristique est coupée de ses racines productives et de son imagination. La prestation de services touristiques ne permet plus à l'individu l'alternance de l'invention et de la production. Il reproduit, il copie.

Hamsun a évité l'écueil traditionnel de la critique touristique: le cliché du troupeau, produit d'un élitisme étroit à la Gobineau. Il voit les oeuvres du tourisme. Il voit ceux qui apportent ses valeurs et s'il se laisse facilement aller à l'insulte, il ne manque pas d'incriminer tout ce qui fait système.

Et de ce système l'alpiniste est l'acteur de pointe. Son esprit est gâté par un goût immodéré pour les accidents du relief et la vitesse. Cela le désigne d'office comme le principal véhicule de l'"épidémie norvégienne moderne": le tourisme.

R.S. □

Un Autre Tourisme

Parlant de la revue Un Autre Tourisme, Transhumances revient aux idées qui l'ont fondé. La question "comment vivre en pays touristique, mais hors de ses quadrillages?", rejoint l'ambition de l'Autre Tourisme, celui de "ceux qui voyagent avec le coeur". Nous nous adressons au touriste déjà enraciné dans sa routine et son aveuglement, lui s'adresse au voyageur avant qu'il ne parte, l'invitant à s'enrichir et à enrichir l'autre de son exil temporaire. La pédagogie du tourisme est une pilule amère. On ne peut pas forcer les gens à voyager intelligemment et on peut parier que ceux qui ont "raté" les Hautes-Alpes rateront pareillement la Casamance ou l'Islande.

Pour cette raison il est intéressant de savoir de quelle manière procède Un Autre Tourisme pour inciter les voyageurs à ne pas partir la tête vide. Les

intentions éditoriales sont généreuses. La vraie rencontre de l'autre, la tolérance et la solidarité les éclairent. D'autres articles et chroniques se préoccupent des "moyens": nouvelles des transports aériens, fiches techniques, nouvelles des associations, expériences, courrier. Le plus gros morceau de la revue réside dans des articles de fond, les reportages sur un pays. Là, le ton du discours est très difficile à trouver et à accorder aux idées dont il se veut l'illustration. Certains articles n'évitent pas l'écueil d'un didactisme outrancier et laissent craindre pour leurs auteurs une mauvaise digestion d'économie politique (par exemple l'article sur le Cambodge dans le n°5). D'autres se bornent à un survol du pays entrecoupé de détails autobiographiques.

Mais comment apprécier une narration de voyage? L'article ne peut tout dire sur un pays, l'économie et les sensations ressenties. Lorsque nous ne le connaissons que par d'autres récits et descriptions, alors c'est notre seule subjectivité qui juge le ton et la voix qui nous parle, à travers le didactisme et la familiarité de l'auteur.

Sans doute le voyageur du coeur vient-il d'encore plus loin et sa décision est elle déjà prise avant même la lecture de ces articles. Il sait rencontrer mais pas encore le dire. Un Autre Tourisme lui dit que c'est possible. A travers l'aventure du voyage -une aventure qui demeure individuelle en dépit des millions de voyageurs- c'est la confiance de la rencontre de l'Autre qui devient peu à peu communicable.

Un Autre Tourisme, 54, rue des Ecoles, 75005 Paris. □

TRANSHUMANCES 19

Editorial	1
Les Matériaux du Progrès	1-2
De l'emploi/des emplois	2-3
Vallées occitanes et Tourisme	3-5
Chronique du désenclavement	5
L'Hospice de Montgenèvre	6-9
En rêvant	9
De Vauban à Buzzati, la fortification	10-14
Etre indien. La puna silencieuse	14-16
Et comment en parler	16-17
La montagne aux écritures: P.Handke, K.Hamsun	17-20
Un Autre Tourisme, une revue	20

Le dessin de couverture est de Frédéric Simon, ceux des pages 7, 11, 12 et 18 sont de Claire Colmet Daâge

Transhumances, revue saisonnière
Adresse: Le Rosier, Val-des-Prés 05100 Briançon
Téléphone: (92) 20.12.24
Dépôt légal: à parution
Directeur de la publication: René Siestrunk
Rédaction: Luc Marchello, Marc Pascal, René Siestrunk
Imprimerie spéciale Transhumances
ISSN: 0182-3108

Abonnement pour 4 numéros: 35 francs
Soutien: 100 francs. CCP: 247 38 D Marseille

DE VAUBAN A BUZZATI LA FORTIFICATION

Tous, à la vue du fort, ont dit leur déception.

Aldo, dans Le Rivage des Syrtes: "Ainsi surgie des brumes fantômatiques de ce désert d'herbes, au bord d'une mer vide, c'était un lieu singulier que cette Amirauté. Devant nous, au-delà d'un morceau de lande rongé de chardons et flanqué de quelques maisons longues et basses, le brouillard grandissait les contours d'une espèce de forteresse ruineuse. Derrière les fossés et à demi comblés, elle apparaissait comme une puissante et lourde masse grise, aux murs lisses percés seulement de quelques archères, et de rares embrasures de canons. La pluie cuirassait ces dalles luisantes. Le silence était celui d'une épave abandonnée; sur les chemins de ronde embourbés, on n'entendait pas même le pas d'une sentinelle; des touffes d'herbe emperlées crevaient çà et là les parapets de lichen gris; aux coulées de décombres qui glissaient aux fossés se mêlaient des ferrailles tordues et des débris de vaisselle".(1).

Pierre Andréitch dans La Fille du Capitaine: "La forteresse de Biélogorskaïa se trouvait à quarante verstes d'Orenbourg. La route suivait la